

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2271

27 août 2015

SOMMAIRE

Altea Management S.A.	108963	Goldman Sachs Shandong Retail Investment S.à r.l.	108968
Cadent Energy Partners S.à r.l.	108962	Grace Lodge Care S.à r.l.	108969
Campus Holdings S.à r.l.	108964	Great Place to Work	108969
CEP III First S.à r.l.	109006	Groupe Corcelli SA	108970
European Commodity Clearing Luxembourg S.à r.l.	109008	Grow-On Finance S.à r.l.	108966
Evimmo S.A.	108970	Guara Norte S.à r.l.	108967
EVI UK Investment 3 S.à r.l.	108975	Highbridge Specialty Loan Institutional Fund Lux S.à r.l. II	108970
Eyewear de Lux S.à r.l.	108974	international quiding S.à r.l.	108965
Fashion Style S.à r.l.	108967	Jokeras Europe S.A.	109008
Ferguson S.à.r.l.	108968	JVP Luxembourg	108988
Finafilux S.A.	108967	LSF9 Balta Investments S.à r.l.	108971
Finanmag S.A. - SPF	108962	LSF9 Bentley Investments S.à r.l.	108971
Finnery Acquisitions IV S.à r.l.	108966	Lux Wealth SICAV-UCITS	108964
Finsai International S.A.	108969	Motor Development International S.A.	108965
Flodrive UK V Property 1 S.à r.l.	108966	Motor Development International S.A.	108963
Forest Value Investment Management S.A.	108987	Nature Art S.à r.l.	109007
Gabedelem S.A.	108962	Sunrise Enterprises S.A.	108998
Gazeley Luxco France 2 S.à r.l.	108967	Swiss Life (LUX) German Core Real Estate SCS	108981
GCC Europe	108968	UBS VA N°1 Fund Management Company S.à.r.l.	108962
General Partners Services S.à r.l.	108966	Whitewood (Ring) UK S.à r.l.	108970
Gimont Invest S.A.	108968	Wynnewood CPM Investments S.à r.l.	108984
Global Hospitality Licensing S.à r.l.	108969		
Globus Capital Finance S.A.	108973		

Gabedelem S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.
R.C.S. Luxembourg B 114.760.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015109371/9.
(150119181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

UBS VA N°1 Fund Management Company S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 104.723.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour UBS VA N°1 Fund Management Company S.à r.l.

UBS Fund Services (Luxembourg) SA

Référence de publication: 2015112712/11.

(150119818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Cadent Energy Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 330.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 140.015.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 2015.

Carsten SÖNS

Un Mandataire

Référence de publication: 2015114046/12.

(150122030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Finanmag S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 47.951.

Les actionnaires de la société Finanmag S.A. SPF (la "Société") sont par la présente invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de la Société qui sera tenue le *3 septembre 2015* à 14h au siège social afin de se prononcer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

- Constatation et approbation du report de la date de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant pour objet d'approuver les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31 décembre 2014.
- Présentation et approbation du rapport de contrôle du Commissaire relatif à l'exercice clôturé au 31 décembre 2014.
- Approbation du bilan arrêté au 31 décembre 2014 et du compte de profits et pertes y relatif ; affectation du résultat.
- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice clôturé au 31 décembre 2014.
- Démission d'un administrateur, décharge et nomination de son remplaçant.
- Divers.

Il est rappelé aux actionnaires que pour des raisons techniques, ils ne peuvent assister à l'assemblée générale par visio-conférence. Ils peuvent cependant donner procuration pour se faire représenter à l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015139899/22.

Altea Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 1, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 196.837.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire en date du 09 juillet 2015 à Luxembourg

L'assemblée générale constate la démission de la société L'Alliance Révision Sàrl, RCS B46.498, avec siège social à L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis, de son mandat de commissaire aux comptes avec effet au 08 mai 2015.

L'assemblée générale décide de nommer comme nouveau commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale de l'année 2020:

Fiduplan S.A., RCS B44.563 avec siège social à L-1635 Luxembourg, 87, allée Léopold Goebel.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2015113859/16.

(150122644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Motor Development International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 38.747.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le *9 septembre 2015* à 14 h. 30 au siège de la Société MDI SA, 17 rue des Bains, L 1212, Luxembourg

Il est rappelé aux actionnaires qu'en application de la loi

Publiée au Mémorial A le 14.08.2014.

Les titulaires d'actions au porteur ont été invités:

Soit à transformer leurs actions au porteur en actions nominatives

Soit à déposer leurs actions au porteur auprès d'un dépositaire officiel dûment enregistré auprès des instances de l'Etat Luxembourgeois.

Il est rappelé également que le dépositaire désigné par le Conseil d'Administration de la société est le cabinet Intercorp, 23 rue Beaumont, L 1219 Luxembourg

A défaut d'avoir procédé à une telle régularisation en application de la loi, les titulaires d'actions au porteur sont invités à régulariser d'urgence leur situation; faute de quoi, ils pourront se présenter pour assister à l'assemblée générale, uniquement s'ils sont munis de leurs actions au porteur, mais celles-ci devenues irrégulières n'ouvriront pas droit au vote des résolutions. D'autre part, faute de régularisation, leurs actions seront purement et simplement annulées en application de la nouvelle réglementation.

**ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES
DE LA SOCIETE MDI SA**

Par devant Me BADEN, notaire de résidence à Luxembourg

Multiplication par quatre du nombre d'actions constituant le capital social. Le propriétaire d'une action à ce jour recevra en échange quatre actions nouvelles pour une valeur globale équivalente, sans modification du capital social

- voter la transformation de la composition du capital social, qui, à valeur globale identique, aujourd'hui

capital autorisé 10 000 000 € pour 400 000 actions,

capital souscrit et libéré à ce jour : 2 587 094.95 € réparti en 73 292 actions,

sera réparti entre les actionnaires en 293 168 actions pour les 2 587 094.95 €

et pour un capital autorisé de 10 000 000 € en 1 600 000 actions

- voter la modification des statuts en conséquence

Luxembourg, le 12 août 2015

Cyril NEGRE

Délégué Général

Référence de publication: 2015138614/37.

Campus Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 163.148.

Il résulte des résolutions prises par les associés de la Société en date du 30 juin 2015 que:

1. Erica Kathleen Herberg (gérant de catégorie B) a démissionné de sa fonction de membre du conseil de gérance de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2015:

2. David B. Pearson, avec adresse professionnelle au 1001 Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington, DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, a été nommé en tant que nouveau membre du conseil de gérance de la Société (gérant de catégorie B) pour une période illimitée, avec effet au 1^{er} juillet 2015:

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 juillet 2015.

Campus Holdings s.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015114049/17.

(150122386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Lux Wealth SICAV-UCITS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 26, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 167.435.

A redemption request in the amount of 98 % (10 115 shares) of the shares in circulation of the Lux Wealth SICAV-UCITS - Equity Brazil Fund has been received by the custodian bank of the Company on 12 June 2015.

The Lux Wealth SICAV-UCITS - Equity Brazil Fund is the sole sub-fund of the Company. In consideration of the high amount of the redemption request and the remaining assets within the Company after payment of the redemption price the board of directors of the Company (the "Directors") considers that it is no more possible to manage the Company in an economic efficiency manner and therefore it would be necessary to liquidate the capital of the sub-fund as well as the Company.

The Directors have therefore decided to submit the liquidation of the Company to the shareholders and thus, to convene the shareholders to an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

(the "Meeting") which will be held on 4 September 2015 at 3:00 p.m. at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. To resolve upon the dissolution and liquidation of the Company.
2. To appoint VPB Finance S.A., represented by Mr. Eduard von Kymmel, as liquidator and to determine its powers and remuneration.
3. To appoint KPMG Luxembourg, société cooperative, as auditors to the liquidation.
4. Miscellaneous.

The Directors have resolved on 12 June 2015 that the calculation of the Company's net asset value and the issue, redemption and conversion of shares in the Company be hereby suspended with immediate effect.

Please note that the expenses linked to the liquidation of the Company will be borne by the Company calculated as of 12 June 2015.

The shareholders are invited to contact VPB Finance S.A. for any additional information regarding the meeting.

The shareholders will be allowed to attend the Meeting by giving proof of their identity. Shareholders who cannot attend personally the Meeting can be represented by any person of their convenience or by proxy; for this effect, a proxy form is attached hereby. In order to be taken in consideration, the proxies duly completed and signed must be received no later than twenty-four hours before the Meeting to the attention of VP Bank (Luxembourg) SA, 26, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg either by fax at the following number +352-404770284 or by mail.

The Meeting will be regularly held if 50% of the capital is represented at the Meeting.

Resolutions will be validly passed if adopted by two thirds of the votes validly cast at the Meeting.

The Directors

Référence de publication: 2015140565/755/37.

international quiding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9237 Dierkirch, 3, place Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 171.851.

—

Extrait du procès-verbal de la réunion des associés du 8 juillet 2015 à Diekirch

Les associés ont acceptés à l'unanimité les démissions de Monsieur Franciscus NABUURS en tant que Gérant de catégorie B et de Monsieur Oncke KIPPERMAN en tant que Gérant de catégorie A avec effet à ce jour.

Pour extrait sincère et conforme

Les associés

Référence de publication: 2015113831/12.

(150122635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Motor Development International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 38.747.

—

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIREqui se tiendra le *9 septembre 2015* à 11 h. au siège de la Société, 17 rue des Bains, L 1212, Luxembourg

Il est rappelé aux actionnaires qu'en application de la loi

Publiée au Mémorial A le 14.08.2014.

Les titulaires d'actions au porteur ont été invités:

Soit à transformer leurs actions au porteur en actions nominatives

Soit à déposer leurs actions au porteur auprès d'un dépositaire officiel dûment enregistré auprès des instances de l'Etat Luxembourgeois.

Il est rappelé également que le dépositaire désigné par le Conseil d'Administration de la société est le cabinet Intercorp, 23 rue Beaumont, L 1219 Luxembourg

A défaut d'avoir procédé à une telle régularisation en application de la loi, les titulaires d'actions au porteur sont invités à régulariser d'urgence leur situation; faute de quoi, ils pourront se présenter pour assister à l'assemblée générale, uniquement s'ils sont munis de leurs actions au porteur, mais celles-ci devenues irrégulières n'ouvriront pas droit au vote des résolutions. D'autre part, faute de régularisation, leurs actions seront purement et simplement annulées en application de la nouvelle réglementation.

ORDRE DU JOUR de l'AGO SUR LES EXERCICES 2013 ET 2014

1°) Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes concernant les exercices 2013 et 2014

2°) Approbation des comptes annuels 2013 et 2014 ;

3°) Affectation des résultats

4°) Décharge aux organes sociaux

5°) Elections statutaires

- Ratification de la nomination de Monsieur Cyril NEGRE aux fonctions de Délégué Général
- Nomination de nouveaux administrateurs qui délibéreront ensuite en Conseil d'Administration sur la nomination du nouveau PDG

6°) Résolutions à prendre conformément à l'article 100 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales

7°) Pouvoir au Conseil d'Administration afin de procéder à la vente des Parts Sociales de la SCI TECA, filiale de MDI SA, propriétaire du tènement industriel sis à Carros, France, selon estimation faite par le cabinet d'expertise comptable RUFF à NICE, en date du 22 Juillet 2015 pour un montant minimal net vendeur disponible pour MDI SA de : 4 010 902 €.

8°) Rémunération du PDG à compter du 1er septembre 2015

9°) Divers

Luxembourg le 12 août 2015

Cyril NEGRE

Délégué Général

Référence de publication: 2015138613/41.

Flodrive UK V Property 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 133.316.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015113096/9.

(150121379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

General Partners Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 183.152.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Investments Solutions S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2015113120/11.

(150121705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Grow-On Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 153.685.

EXTRAIT

Par décision en date du 30 juin 2015, les associés de la société Grow-On Finance S.à r.l. ont décidé de transférer le siège social de la société de L-1511 Luxembourg, 121 Avenue de la Faïencerie à L-1940 Luxembourg, 296-298 route de Longwy, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald.

Signature.

Référence de publication: 2015113160/13.

(150122499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Finnery Acquisitions IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 197.503.

EXTRAIT

Il résulte d'une cession de parts intervenue en date du 14 mai 2015 que l'actionnaire de la Société, Boherbaun Acquisitions S.à r.l., ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B192676, a cédé l'intégralité des 20.000 (vingt mille) parts sociales de la Société qu'elle détenait à la société Bandon Acquisitions S.à r.l., ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B197993.

La société Bandon Acquisitions S.à r.l. détient donc maintenant l'intégralité des parts sociales de la Société, soit 20.000 (vingt mille) parts sociales ayant une valeur nominale de USD 1 (un dollar des Etats-Unis d'Amérique) chacune.

Pour extrait sincère et conforme

Finnery Acquisitions IV S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015113094/21.

(150121797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Fashion Style S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 126.905.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015113100/9.

(150120975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Guara Norte S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 50.020.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 163.508.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

Guara Norte S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015113162/12.

(150121904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Gazeley Luxco France 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 156.089.

La Société a été constituée à Luxembourg suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 6 octobre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2497 du 18 novembre 2010.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gazeley Luxco France 2 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015113115/15.

(150121553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Finafilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 189.466.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires et par le conseil d'administration en date du 12 juin 2015

1. Avec effet au 30 avril 2015, M. Hans DE GRAAF a démissionné de ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration.

2. Avec effet au 30 avril 2015, M. David SANA, administrateur de sociétés, né le 10 avril 1974 à Forbach (France), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme administrateur et président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.

Luxembourg, le 15 juin 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour FINAFILUX S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015113103/18.

(150121974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Ferguson S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 183.385.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015113088/9.
(150120974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

GCC Europe, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4938 Bascharage, 25, rue Jean Peschong.
R.C.S. Luxembourg B 163.140.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2015113165/11.
(150121657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Goldman Sachs Shandong Retail Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 162.274.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 de la Société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Goldman Sachs Shandong Retail Investment S.à r.l.
Marielle Stijger
Gérant

Référence de publication: 2015113136/13.
(150121706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Gimont Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 187.828.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 3 juillet 2015

Sont nommés administrateurs, leur mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2020:

- Monsieur Thierry FLEMING, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,
- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg
- Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2020:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg

Pour extrait conforme.
Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Référence de publication: 2015113126/21.
(150122117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Finsai International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 1, rue Bender.

R.C.S. Luxembourg B 84.679.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015113108/9.

(150121447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Global Hospitality Licensing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 139.166.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015113130/9.

(150121874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Great Place to Work, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10a, rue des Merovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 154.840.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015113175/10.

(150121237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Grace Lodge Care S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 152.616.

Extrait des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 1^{er} juillet 2015

En date du 1^{er} juillet 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes;

- de nommer Monsieur Thomas Gordon WELLNER, né le 4 mars 1965 à Charlottetown, Prince Edward Island, Canada, résidant à l'adresse suivante: 3 Saint Edmund's Drive, M4N 2P6 Ontario, Toronto, Canada, en tant que nouveau gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

- de nommer Madame Marie-Anne VAN DEN BERG, née le 14 août 1961 à Luxembourg, résidant à l'adresse suivante: 13, rue Duerenthal, L-8294 Keispelt, en tant que nouveau gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Jeffrey H. MILLER, gérant de catégorie A
- Monsieur Thomas Gordon WELLNER, gérant de catégorie A
- Monsieur Andrew HUDSON, gérant de catégorie B
- Monsieur Tony WHITEMAN, gérant de catégorie B
- Madame Marie-Anne VAN DEN BERG, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 2015.

Grace Lodge Care S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015113138/26.

(150122557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Evimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 71.500.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015109331/10.

(150118972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

Groupe Corcelli SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1618 Luxembourg, 2, rue des Gaulois.
R.C.S. Luxembourg B 140.647.

Extrait de la résolution prise par l'actionnaire unique en date du 02 juin 2015

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 juin 2015.

Pour Groupe Corcelli S.A.

L'administrateur unique

Référence de publication: 2015113179/13.

(150121755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Whitewood (Ring) UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 2.582.250,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 170.173.

La Société prend acte qu'en vertu d'un contrat de cession daté du 8 juin 2015, l'associé unique de la Société a cédé la totalité des 2.582.250 parts sociales qu'il détenait dans la Société à Whitewood Helios UK S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi au 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 195.942.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Whitewood (Ring) UK S.à r.l.

Mandataire

Référence de publication: 2015109852/15.

(150119832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

Highbridge Specialty Loan Institutional Fund Lux S.à r.l. II, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 180.605.

Dépôt rectificatif des comptes annuels se terminant au 31 Décembre 2013 enregistrés et déposés au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg, le 28 Juillet 2014, référence L140132250

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 Juillet 2015.

Highbridge Specialty Loan Institutional Fund Lux S.à r.l. II

Fabian Sires

Manager

Référence de publication: 2015112244/16.

(150119813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

**LSF9 Balta Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. LSF9 Bentley Investments S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 197.728.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth day of June,

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

LSF9 Balta Midco S.à r.l. (formerly named LSF9 Bentley Midco S.à r.l.), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) (the "RCS") under number B 197722 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Mr. Liridon ELSHANI, employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg, on 26 June 2015,

which proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary to act that it represents the entire share capital of LSF9 Bentley Investments S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) registered with the RCS under number B 197728 with a share capital of EUR 12,500.-, having its registered office at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg and incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg dated 10 June 2015 (the "Articles"), not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial").

The appearing party, through its proxyholder, declared and requested the undersigned notary to state that:

1. The entire issued share capital represented by 100 (one hundred) shares is held by the Sole Shareholder.
2. The Sole Shareholder is represented by a proxy so that all shares in issue in the Company are represented at this extraordinary decision of the Sole Shareholder so that the decisions can be validly taken on all the items of the below agenda.
3. The agenda of the meeting is as follows:

Agenda

- a) Change of the name of the Company to "LSF9 Balta Investments S.à r.l." (the "Name Change");
- b) Subsequent amendment of article 4 (Name) of the Articles to reflect such Name Change;
- c) Amendment of the share register of the Company in order to reflect the change proposed above with power and authority to any manager of the Company and/or any employee of Lone Star Capital Investments S.à r.l., to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company (i) to the registration of the Name Change in the share register of the Company and (ii) to the performance of any formalities in connection therewith.

The Sole Shareholder, represented as stated above, then, asked the undersigned notary to record their resolutions as follows:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the Company's name into "LSF9 Balta Investments S.à r.l.".

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to subsequently amend article 4 (Name) of the Articles so as to read it as follows in the English version of the Articles:

" **Art. 4. Name.** The corporate name of the Company is "LSF9 Balta Investments S.à r.l.".

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the change resolved above and hereby empower and authorise any manager of the Company and/or any employee of Lone Star Capital Investments S.à r.l., to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company (i) to the registration of the Name Change in the share register of the Company and (ii) to any formalities in connection therewith.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith, that on request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and French texts, the English version shall be prevailing.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder appearing signed, together with the notary the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf juin,

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

LSF9 Balta Midco S.à r.l. (anciennement dénommée LSF9 Bentley Midco S.à r.l.), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (le «RCS») sous le numéro B 197722 (l'Associé Unique),

ici représentée par Monsieur Liridon ELSHANI, employé, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, le 26 juin 2015.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel qu'indiqué ci-avant, a déclaré être l'Associé Unique de LSF9 Bentley Investments S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 197728, ayant un capital social de EUR 12.500,-, ayant son siège social à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, et constituée suivant un acte Maître Martine Schaeffer, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg daté du 10 juin 2015 (les "Statuts") non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial").

La partie comparante, par son mandataire, a déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

1. La totalité du capital social, représentée par 100 (cent) parts sociales, est détenu par l'Associé Unique.
2. L'Associé Unique est représenté en vertu d'une procuration de sorte que toutes les parts sociales émises par la Société sont représentées à cette décision extraordinaire de l'Associé Unique et toutes les décisions peuvent être valablement prises sur tous les points de l'ordre du jour ci-après.
3. L'ordre du jour est le suivant:

Ordre du jour

- a) Changement de nom de la Société en «LSF9 Balta Investments S.à r.l.» (le «Changement de Dénomination»);
- b) Par conséquent, modification de l'article 4 (Dénomination) des Statuts afin d'y refléter ce Changement de Dénomination;
- c) Modification du registre de parts sociales de la Société de façon à refléter le changement proposé ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société et/ou à tout employé de Lone Star Capital Investments S.à r.l., afin d'effectuer, par sa seule signature, pour le compte de la Société, (i) l'inscription du Changement de Dénomination dans le registre de parts sociales de la Société et (ii) la réalisation de toute formalité en relation avec ce point.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire de prendre acte des résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de changer le nom de la Société en «LSF9 Balta Investments S.à r.l.».

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide en conséquence de modifier l'article 4 (Dénomination) des Statuts, de sorte qu'il ait la teneur suivante dans la version française des Statuts:

« **Art. 4. Dénomination.** La société est dénommée «LSF9 Balta Investments S.à r.l.».

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre de parts sociales de la Société afin de refléter les changements effectués ci-dessus et mandate et autorise par la présente tout gérant de la Société et/ou tout employé de Lone Star Capital Investments S.à r.l., afin d'effectuer, par sa seule signature, pour le compte de la Société, (i) l'inscription du Changement de Dénomination dans le registre de parts sociales de la Société ainsi que (ii) la réalisation de toute formalité en relation avec ce point.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête du mandataire de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction en langue française. A la requête de ce même mandataire et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, au bureau du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du document faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire comparant et le notaire ont signé le présent acte original.

Signé: L. Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 1^{er} juillet 2015. 2LAC/2015/14637. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): André Muller.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juillet 2015.

Référence de publication: 2015113360/120.

(150121095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Globus Capital Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 124.084.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-six June.

Before Us, Maître Pierre PROBST, notary residing in Ettelbrück.

There appeared

The company STICHTING PCT 4, a company incorporated under the Laws of the Netherlands, having its registered office at NL 1016 KD Amsterdam, Bloemgracht 45 H;

here represented by Mrs. Viviane DIENER, private employée, professionally residing in Ettelbruck,

by virtue of a proxy given in Windhof on the 25th of June 2015 Such proxy, alter having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, here represented, explains:

1) She is owner of all the thirty one (31) shares of GLOBUS CAPITAL FINANCE S.A. (B 124.084), a société anonyme, having its registered office at L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy, which has been incorporated pursuant to a deed of Maître Marc Lecuit, notary then residing in Redange-sur-Attert, on January 29th, 2007 and published at the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 573 dated April 4th, 2007;

2) The commercial business of GLOBUS CAPITAL FINANCE S.A. has been given up.

3) Sitting in an Extraordinary General Meeting modificating the statutes, she pronounces the anticipated dissolution of the company, becoming proximate operative.

4) She appoints herself as company's liquidator, and in this qualification, request the notary to act that all the liabilities of the company are regulated, whereas liabilities in relationship with the close of liquidation are duly supplied, and finally, with regards to possible liabilities of the company actually unknown and then unpayed, she irrevocably takes upon herself obligation to pay these liabilities, so that all liabilities of the company have been regulated.

5) Remaining assets have been attributed to the shareholder.

6) Liquidation of the company is to be considered as done and closed.

7) Directors are discharged of their fonctions.

8) Account books and documents of the company will stay during five (5) years at the office of State Street in L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

The one who bear a certified copy of this present deed is able to do publications and deposits.

In witness whereof, the undersigned notary who understands and speaks English, declares that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French version. In case of divergences between the French and the English version, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Ettelbrück.

The document having been read to the person appearing, which is known to the notary by his surnames, christian names, civil status and residences, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la version française:

L'an deux mil quinze, le vingt-six juin.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbrück, soussigné,

A comparu

la société STICHTING PCT 4, une société créée selon le droit néerlandais, ayant son siège social à NL 1016 KD Amsterdam, Bloemgracht 45 H;

ici représentée par Madame Viviane DIENER, employé privé, demeurant professionnellement à Ettelbruck, en vertu d'une procuration signée à Windhof le 25 juin 2015;

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le notaire instrumentant et par le comparant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante, ici représentée comme il est dit, expose ce qui suit:

1) Elle est propriétaire des trente-et-une (31) actions de GLOBUS CAPITAL FINANCE S.A. (B 124.084), une société anonyme, ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy, créée par un acte passé par-devant Maître Marc Lecuit, alors notaire de résidence à Redange-Attert, le 29 janvier 2007 et publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 573 le 4 avril 2007;

2) L'activité commerciale de la Société a cessé;

3) Siégeant en assemblée générale extraordinaire modificative des statuts de la société, elle prononce la dissolution anticipée de la société avec effet immédiat;

4) Elle se désigne comme liquidateur de la société, et en cette qualité, requiert le notaire d'acter que tout le passif de la société est réglé tandis que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment provisionné et qu'enfin, par rapport à d'éventuels passifs de la société actuellement inconnus et donc non encore payés, elle assume irrévocablement l'obligation de les payer de sorte que tout le passif de la société est réglé;

5) L'actif restant est attribué à l'actionnaire;

6) La liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée;

7) Décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs.

8) Les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq (5) ans au siège la société State Street à L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

9) l'associée déclare que l'objet de la société à liquider ne servira pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme) et que la société à liquider ne s'est pas livrée à de telles activités

Pour les publications et dépôts à faire, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que, sur demande de la comparante, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. Il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Ettelbrück, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Viviane DIENER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, Le 1^{er} juillet 2015. Relation: DAC/2015/11135. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 9 juillet 2015.

Référence de publication: 2015113134/84.

(150121770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Eyewear de Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6775 Grevenmacher, 6-8, Op der Ahlkerrech.

R.C.S. Luxembourg B 168.092.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015112135/9.

(150119782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

EVI UK Investment 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 10.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 198.273.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am dreißigsten Juni.

Vor der unterzeichneten Notarin Maître Martine SCHAEFFER, mit Amtswohnsitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

EVI UK Holding S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts, mit Gesellschaftssitz in 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, beim Handelsregister von Luxemburg eingetragen unter der Nummer B 193.621,

hier vertreten durch Frau Corinne PETIT, Angestellte, mit Berufsanschrift in 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift gegeben in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg am 25. Juni 2015.

Die Vollmacht wird, nach Unterzeichnung „ne varietur“ durch den Vertreter der Erschienenen und den unterzeichneten Notar dieser Urkunde als Anlage beigefügt und zusammen mit dieser zur Eintragung eingereicht.

In ihrer oben angegebenen Eigenschaft ersucht die Erschienene den unterzeichneten Notar, die Satzung der Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Name. Es besteht hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter der Bezeichnung "EVI UK Investment 3 S.à r.l." (die Gesellschaft).

Art. 2. Gesellschaftszweck. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, die Bebauung und Verwaltung von Grundstücken oder grundstücksgleichen Rechten, die in einem Staat des EWR oder Vollmitgliedstaat der OECD belegen sind.

Die Gesellschaft darf sonst alle Aktivitäten ausführen, die direkt oder indirekt in Zusammenhang mit dem Gesellschaftszweck stehen.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Sitz der Gesellschaft. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxembourg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss der Gesellschafterversammlung kann der Sitz an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Er kann innerhalb der Gemeinde durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers oder des Geschäftsführerrats verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Büros und Zweigniederlassungen im Inland und Ausland errichten und unterhalten.

Art. 5. Kapital der Gesellschaft. Das Gesellschaftskapital beträgt GBP 10.500 (zehntausendfünfhundert Britische Pfund), eingeteilt in 105 (einhundertfünf) Anteile mit einem Nennwert von je GBP 100 (hundert Britische Pfund) pro Anteil.

Art. 6. Änderungen des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit gemäß Artikel 15 dieser Satzung durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder der Gesellschafterversammlung geändert werden.

Art. 7. Gewinnbeteiligung. Jedem Anteil entspricht ein im Verhältnis zu der Gesamtzahl der Anteile stehendes Anrecht auf die Aktiva und die Gewinne der Gesellschaft.

Art. 8. Unteilbarkeit der Anteile. Gegenüber der Gesellschaft sind einzelne Anteile unteilbar; pro Anteil erkennt die Gesellschaft nur einen Inhaber an. Mitinhaber müssen gegenüber der Gesellschaft eine einzige Person als ihren Vertreter benennen.

Art. 9. Übertragung von Gesellschaftsanteilen. Anteile eines Alleingeschafters sind frei übertragbar.

Bei mehreren Gesellschaftern kann die Übertragung von Anteilen auf Dritte im Wege eines Rechtsgeschäfts unter Lebenden nur mit Genehmigung durch die Gesellschafterversammlung erfolgen, wobei für eine solche Genehmigung eine Mehrheit nach Stimmen erreicht werden muss, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten. Für die Übertragung von Anteilen unter Gesellschaftern der Gesellschaft bedarf es einer solchen Genehmigung nicht.

Die Übertragung der Anteile an Dritte im Falle des Todes eines Gesellschafters bedarf der Zustimmung von mindestens drei Vierteln der überlebenden Gesellschafter.

In jedem Fall müssen die Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (Gesetz von 1915) eingehalten werden.

Art. 10. Rückkauf von Anteilen. Die Gesellschaft ist ermächtigt, Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital zu kaufen, soweit sie über genügend verfügbare Reserven verfügt.

Die Gesellschaft kann Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital nur auf Grund eines entsprechenden Beschlusses durch die Gesellschafterversammlung bzw. durch einen entsprechenden Alleingeschafterbeschluss zu den in dem zum Eigenanteilerwerb ermächtigenden Beschluss festgelegten Bedingungen erwerben oder veräußern. Derartige Beschlüsse unterliegen hinsichtlich der Beschlussfähigkeit und der erforderlichen Mehrheit den in Artikel 15 der Satzung niedergelegten Voraussetzungen einer Satzungsänderung.

Art. 11. Tod, Aberkennung der bürgerlichen Rechte, Zahlungsunfähigkeit oder Konkurs der Gesellschafter. Das Bestehen der Gesellschaft bleibt unberührt vom Tode, der Aberkennung der bürgerlichen Rechte, der Zahlungsunfähigkeit oder dem Konkurs eines Gesellschafters. Dies gilt auch im Falle eines Alleingeschafters.

Art. 12. Geschäftsführung. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Wenn mehrere Geschäftsführer bestellt werden, bilden sie einen Geschäftsführerrat. Der (die) Geschäftsführer muss (müssen) kein(e) Gesellschafter sein. Der (die) Geschäftsführer wird (werden) durch die Gesellschafterversammlung ernannt, abberufen und ersetzt, wobei eine Mehrheit nach Stimmen erreicht werden muss, die mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertritt.

Die Gesellschafterversammlung kann jederzeit den Geschäftsführer, oder wenn mehrere Geschäftsführer bestellt wurden, jeden von ihnen ad nutum (ohne Angabe von Gründen) abberufen und ersetzen.

Der oder die Geschäftsführer haben umfassende Vertretungsmacht, die Gesellschaft gegenüber Dritten zu vertreten und alle Handlungen und Geschäfte, die in Zusammenhang mit dem Gesellschaftszweck stehen, auszuführen, sofern die Regelungen dieses Artikels 12 beachtet werden.

Der Geschäftsführer oder, bei einer Mehrheit von Geschäftsführern, der Geschäftsführerrat, ist zuständig in allen Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung zugewiesen sind.

Wenn die Gesellschaft nur einen Geschäftsführer hat, wird sie durch die Unterschrift des Geschäftsführers verpflichtet; bei Mehrheit von Geschäftsführern wird die Gesellschaft durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Geschäftsführer verpflichtet.

Die Gesellschafterversammlung, der Geschäftsführer, oder, im Fall einer Mehrheit von Geschäftsführern, zwei Geschäftsführer gemeinschaftlich, können ihre Befugnisse in Anbetracht bestimmter Handlungen an einen oder mehrere ad-hoc-Bevollmächtigte (Prokuristen) delegieren. Der Geschäftsführer, oder im Fall von mehreren Geschäftsführern, der jeweilige oder die jeweiligen Geschäftsführer, die ihre Befugnisse delegieren, legen die Verantwortlichkeiten und die Vergütung des Bevollmächtigten (wenn das Mandat vergütet wird), die Dauer der Bevollmächtigung und alle anderen relevanten Bedingungen fest.

Wenn die Gesellschaft mehr als einen Geschäftsführer hat, werden die Beschlüsse des Geschäftsführerrates mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Wenn die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, können Beschlüsse nur gefasst werden und kann der Geschäftsführerrat nur handeln, wenn mehr als die Hälfte der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist.

Der Geschäftsführerrat darf einen Vorsitzenden auf Zeit für jede Sitzung des Geschäftsführerrates wählen. Sofern ein Vorsitzender gewählt worden ist, führt dieser den Vorsitz der Sitzung, für die er gewählt wurde. Der Vorsitzende auf Zeit, sofern einer gewählt worden ist, wird von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gewählt.

Wenn die Gesellschaft mehr als einen Geschäftsführer hat, muss jede Sitzung wenigstens 24 (vierundzwanzig) Stunden im Voraus schriftlich per Brief, Fax oder E-Mail gegenüber jedem Geschäftsführer einberufen werden, außer im Falle von Dringlichkeit. Eine Sitzung des Geschäftsführerrates kann von zwei Geschäftsführern gemeinsam einberufen werden. Wenn alle Geschäftsführer, ob anwesend oder vertreten, in der Sitzung erklären, dass sie über die Tagesordnung informiert wurden, kann auf die Einberufung verzichtet werden. Wenn eine Sitzung des Geschäftsführerrates zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten wird, die vorher in einem Beschluss des Geschäftsführerrates festgelegt wurden, ist eine gesonderte Einberufung entbehrlich.

Jeder Geschäftsführer kann sich vertreten lassen, indem er per Brief, Fax oder E-Mail einen anderen Geschäftsführer zu seinem Vertreter bestellt. Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch jedes andere ähnliche Kommunikationsmittel, das es den an der Sitzung teilnehmenden Geschäftsführern erlaubt, persönlich ausgewiesen an der Sitzung und an ihrer Beratung teilzunehmen. Ein Geschäftsführer, der an einer Sitzung des Geschäftsführerrates im Wege einer Telefon- oder Videokonferenz, oder über jedes andere, ähnliche Kommunikationsmittel (wie oben beschrieben) teilnimmt, gilt als persönlich anwesend; eine solche über Fernkommunikationsmittel abgehaltene Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten. Die Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden in einem Sitzungsprotokoll festgehalten, welches am Sitz der Gesellschaft aufbewahrt wird und von den an der Sitzung teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführern, im Falle einer von einem Vorsitzenden geleiteten Sitzung von diesem, unterschrieben wird. Die Vertretungsvollmachten, sofern diese ausgestellt wurden, sind dem Protokoll als Anlage beizufügen.

Ungeachtet der vorhergehenden Bestimmungen können Beschlüsse des Geschäftsführerrates auch auf schriftlichen Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse) und aus einem oder mehreren Dokumenten, bestehen die die Beschlüsse enthalten, wenn sie von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates unterschrieben werden. Als Datum der Beschlussfassung eines solchen Umlaufbeschlusses gilt das Datum der letzten Unterschrift. Ein Umlaufbeschluss gilt als Sitzung, die in Luxemburg stattgefunden hat.

Art. 13. Verbindlichkeiten des Geschäftsführers/der Geschäftsführer. Der/die Geschäftsführer (je nachdem) haftet/en nicht persönlich für im Rahmen ihrer Funktion ordnungsgemäß im Namen der Gesellschaft eingegangene Verbindlichkeiten.

Art. 14. Generalversammlung der Gesellschafter. Eine jährliche Generalversammlung des Alleingesellschafters oder bei einer Mehrheit von Gesellschaftern der Gesellschafter wird am Sitz der Gesellschaft abgehalten, oder an jedem anderen in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes befindlichen Ort, der im Einberufungsschreiben angegeben wird.

Andere Versammlungen des Alleingesellschafters oder bei einer Mehrheit von Gesellschaftern der Gesellschafter können jederzeit an jedem beliebigen Ort abgehalten werden, der im jeweiligen Einberufungsschreiben angegeben wird.

Solange die Gesellschaft nicht mehr als 25 (fünfundzwanzig) Gesellschafter hat, dürfen Gesellschafterbeschlüsse schriftlich von allen Gesellschaftern gefasst werden, ohne dass es einer Generalversammlung bedarf. In diesem Fall, muss ein präziser Entwurf des Beschlusses oder der anzunehmenden Beschlüsse an jeden Gesellschafter geschickt werden, und jeder Gesellschafter gibt seine Stimme schriftlich ab (die Abstimmung kann durch Brief, Fax oder E-Mail erfolgen).

Art. 15. Stimmrecht der Gesellschafter, Beschlussfähigkeit und Mehrheit. Ein Alleingesellschafter vereinigt alle Befugnisse der Gesellschafterversammlung auf sich.

Im Falle einer Mehrheit von Gesellschaftern hat jeder Gesellschafter das Recht, an gemeinsamen Entscheidungen teilzunehmen, unabhängig von seiner Kapitalbeteiligung. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie Anteile auf ihn entfallen. Im Falle einer Mehrheit von Gesellschaftern werden gemeinsame Beschlüsse rechtskräftig angenommen, wenn sie durch Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, angenommen werden.

Änderungen der Satzung der Gesellschaft können, sofern das Gesetz von 1915 nichts anderes zulässt, jedoch nur durch eine Stimmenmehrheit von Gesellschaftern verabschiedet werden, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten; die Änderung der Nationalität der Gesellschaft kann nur einstimmig beschlossen werden.

Art. 16. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 17. Finanzberichte. Jedes Jahr zum 31. Dezember werden die Bücher der Gesellschaft für das abgelaufene Geschäftsjahr geschlossen und die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Mehrheit von Geschäftsführern, vom Geschäftsführerrat, aufgestellt.

Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Art. 18. Gewinnverteilung - Rücklagen. Der Nettogewinn der Gesellschaft errechnet sich aus dem Bruttogewinn nach Abzug aller Kosten und Abschreibungen. Aus dem Nettogewinn der Gesellschaft sind fünf Prozent (5%) in die Bildung einer gesetzlichen Rücklage einzubringen, bis diese Rücklage betragsmäßig zehn Prozent (10%) des gezeichneten Gesellschaftskapitals erreicht. Die Gesellschafterversammlung entscheidet wie der restliche Jahresreingewinn verwendet wird. Der Geschäftsführer oder, bei einer Mehrheit von Geschäftsführern die Geschäftsführer, kann bzw. können beschließen, Zwischendividenden auszuzahlen.

Art. 19. Auflösung - Abwicklung. Nach Auflösung der Gesellschaft wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren, die Gesellschafter sein können, durchgeführt. Der Liquidator bzw. die Liquidatoren werden durch die Gesellschafter unter Festlegung ihrer Befugnisse und Vergütungen ernannt.

Art. 20. Aufsicht und Kontrolle. Gemäß Artikel 200 des Gesetzes von 1915 muss die Gesellschaft einen Wirtschaftsprüfer (commissaire aux comptes) ernennen, wenn sie mehr als 25 (fünfundzwanzig) Gesellschafter hat. Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises) muss ernannt werden, wenn die Befreiung nach den Artikeln 256 und 215 des Gesetzes von 1915 keine Anwendung findet.

Art. 21. Verweis auf gesetzliche Bestimmungen. Alle Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt werden, unterliegen dem Gesetz von 1915.

Zeichnung und Einzahlung

Die Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

EVI UK Holding S.A., vorbenannt:	105 (einhundertfünf) Anteile
Total:	105 (einhundertfünf) Anteile

Alle Anteile wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass die Summe von GBP 10.500 (zehntausendfünfhundert Britische Pfund) ab sofort der Gesellschaft zur Verfügung steht; ein entsprechender Nachweis wurde dem unterzeichneten Notar gegenüber erbracht.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt heute und endet am 31. Dezember 2015.

Kosten

Die Kosten und Auslagen, die der Gesellschaft für diese Gründung entstehen oder die sie zu tragen hat, belaufen sich auf ungefähr EUR 1.400 (eintausendvierhundert Euro).

Generalversammlung des Gesellschafters Nach der Gründung

Im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft hat der oben genannte Gesellschafter, der das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital auf sich vereinigt, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Geschäftsführerrat hat 2 (zwei) Mitglieder. Zu Geschäftsführern der Gesellschaft werden folgende Personen für eine unbestimmte Zeit ernannt:

(1) Herr Bruno BAGNOULS, geboren am 9. Mai 1971 in Nancy, Frankreich, mit Berufsanschrift in 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxemburg; und

(2) Herrn Jean-Philippe FIORUCCI, geboren am 8. Juni 1972 in Villerupt, Frankreich, mit Berufsanschrift in 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxemburg.

2. Der Sitz der Gesellschaft wird unter folgender Anschrift festgesetzt: 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der der deutschen Sprache mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der erscheinenden Partei diese Urkunde in deutscher Sprache verfasst und mit einer englischen Übersetzung versehen ist und dass im Falle einer Abweichung des deutschen vom englischen Text der deutsche Text maßgebend ist.

Worüber die vorliegende Urkunde zum eingangs genannten Datum in Luxemburg erstellt wird.

Nach Vorlesen und Erklärung alles Vorstehenden hat der Bevollmächtigte der Erschienenen mit uns, dem unterzeichneten Notar, die vorliegende Urkunde unterschrieben.

There follows the English translation of the foregoing:

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of June.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

EVI UK Holding S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 193.621,

hereby represented by Mrs Corinne PETIT, employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on June 25th, 2015.

Said power of attorney, after having been initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of "EVI UK Investment 3 S.à r.l." (the Company).

Art. 2. Corporate object. The sole purpose of the Company is the acquisition, development and management of real property and equivalent rights, which are located in a state of the EEA or a full member state of the OECD.

The Company may otherwise perform all the activities that are directly or indirectly related to the corporate purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the manager/board of managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital. The Company's subscribed share capital is fixed at GBP 10,500 (ten thousand five hundred British Pounds), represented by 105 (one hundred and five) shares, having a nominal value of GBP 100 (one hundred British Pounds) each.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholder meeting, in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 7. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) will apply.

Art. 10. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and profits to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 11. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders. The Company shall not be dissolved upon the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. Management. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The general meeting of the shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace the manager or, in case of plurality, any one of them.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the power of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers.

The manager, or in case of plurality of managers, any two managers may sub-delegate their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the delegating managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In the case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members is present or represented at a meeting of the board of managers.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In the case of plurality of managers, written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by any two managers jointly. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers attending, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

Art. 13. Liability of the manager(s). The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. General meetings of the shareholders. An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 15. Shareholders' voting rights, quorum and majority. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 16. Financial year. The Company's year starts on the 1 January of each year and ends on 31 December of the same year.

Art. 17. Financial statements. Each year, with reference to 31 December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. Appropriation of profits, reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five percent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten percent (10%) of the Company's nominal share capital. The general meeting shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 19. Liquidation. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Statutory auditor - External auditor. In accordance with article 200 of the Companies Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor (commissaire aux comptes) if it has more than 25 (twenty-five) shareholders. An external auditor (réviseur d'entreprise) needs to be appointed whenever the exemption provided by articles 256 and 215 of the Companies Act does not apply.

Art. 21. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Subscription and payment

All shares have been subscribed as follows:

EVI UK Holding S.A. prenamed:	105 (one hundred and five) shares
Total:	105 (one hundred and five) shares

All shares have been fully paid-up by means of a contribution in cash in an amount of GBP 10,500 (ten thousand five hundred British Pounds), so that the sum of GBP 10,500 (ten thousand five hundred British Pounds) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory provision

The first financial year shall begin today and it shall end on December 31st, 2015.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,400 (one thousand four hundred euro).

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation, the sole shareholder representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1. The number of managers of the Company is set at 2 (two). The meeting appoints as managers of the Company, for an unlimited period, the following persons:

(1) Mr Bruno BAGNOULS, born on May 9th, 1971 in Nancy, France, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg; and

(2) Mr Jean-Philippe FIORUCCI, born on June 8th, 1972 in Villerupt, France, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

2. The registered office is established at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the proxyholder of the appearing party, the present deed is worded in German followed by an English version. At the request of the same proxyholder of the appearing party and in case of divergences between the German and English versions, the German version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this notarial deed.

This notarial deed, having been read to the proxyholder of the appearing party, which is known to the notary by his surname, name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing party signed the present deed together with the notary.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 03 juillet 2015. 2LAC/2015/149420. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Référence de publication: 2015113084/354.

(150121700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Swiss Life (LUX) German Core Real Estate SCS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 198.286.

Extract of the limited partnership agreement of the partnership dated 6 juli 2015

1. Partners who are jointly and severally liable. Swiss Life (LUX) German Core Real Estate Management S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg with a share capital amounting to twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) and which registration with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre du Commerce et des Sociétés) is pending, as unlimited partner of the Partnership (associé commandité) (the "General Partner").

2. Denomination of the Partnership, its object and registered office.

I. Name

"Swiss Life (LUX) German Core Real Estate SCS" a Luxembourg common limited partnership (société en commandite simple).

II. Object

(a) The purpose of the Partnership is the holding, management and realisation of notably real estate assets, with a view to spreading investment risks and enabling its unitholders to benefit from the results of the management thereof.

(b) The Partnership may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its object.

(c) The Partnership may particularly use its funds for the setting-up, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and property rights of whatever type or origin, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatsoever, any type of security and property right, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise. The Partnership may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees

or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Partnership has an interest or which form part of the group of companies to which the Fund belongs (including shareholders or affiliated entities).

(d) The Partnership may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

(e) The Partnership may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities.

(f) In general, the Partnership may likewise carry out any transaction directly or indirectly connected with its purpose.

III. Registered office

4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

IV. Financial Year

The Partnership's financial year begins on 1 October and ends on 30 September each year. The first financial year shall end on 30 September 2016.

3. Designation of the manager and signing authority.

I. The General Partner, acting on its own behalf and on behalf of the Partnership, appointed Swiss Life Fund Management (Lux) S.A. a public limited company (société anonyme) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 23, route d'Arlon, L-8009 Strassen, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre du Commerce et des Sociétés) under number B 171.124, as sole manager (gérant) and alternative investment fund manager (gestionnaire de fonds d'investissement alternatifs) of the Partnership (the "Manager"), as such terms are construed under the law on commercial companies dated 10 August 1915 as amended from time to time (the "1915 Law") and the law on Alternative Investment Fund Managers and implementing Directive AIFM 2011/61/EU dated 12 July 2013 as amended from time to time. The Partnership shall be managed and controlled exclusively by the Manager. The limited unitholders shall have no part in the conduct of business of the Partnership.

II, Subject to the other provisions of the limited partnership agreement of the Partnership (the "Agreement"), the Manager is vested with the broadest powers and authority to act on behalf of and in the name of the Partnership. The Manager has the power to perform all acts necessary or useful for accomplishing the object and purposes of the Partnership. All powers not expressly reserved by law or by this Agreement to a general meeting of unitholders are in the competence of the Manager.

III. The Manager has the responsibility for managing the Partnership in accordance with the confidential private placement memorandum of the Partnership (the "Placement Memorandum"), once existing, as amended from time to time, this Agreement, Luxembourg laws and other relevant legal requirements.

IV. The Manager is responsible for implementing the investment policy of the Partnership, subject to the risk diversification rules and investment restrictions set out in the Placement Memorandum.

V. The Manager is also responsible for selecting the depositary, the administration and corporate agent, the registrar and transfer agent and other such agents of the Partnership as are appropriate.

VI. Towards third parties, the Fund shall be bound by (i) the single signature of the Manager, or (ii) the single signature of any person to whom such signatory authority shall be delegated by the Manager, if any, in the framework of its delegated powers.

4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends.

I, The term of the Partnership shall commence as of 6 July 2015 and shall continue under the terms of the Agreement for an unlimited period unless terminated upon the earliest of any of the following events:

(i) a decision made by the Manager to terminate and wind up the Partnership, subject to a resolution of the extraordinary general meeting of unitholders, provided that such resolution is approved by at least two thirds (2/3) of the voting rights of the Partnership; or

(ii) in the event that, for any reason whatsoever, the value of the total net assets of the Partnership or the value of the net assets of investors units has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Manager to be the minimum level for the Partnership, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalisation. In that case the Manager may decide to (i) redeem all the units of the Partnership at the net asset value or to (ii) allocate the assets of the Partnership to those of another Luxembourg undertaking for collective investment organised under the provisions of the law on specialised investment funds dated 13 February 2007 as amended from time to time, the law relating to undertakings for collective investment dated 17 December 2010 as amended from time to time Law, or to (iii) allocate the assets of the Partnership to another sub-fund within such other undertaking for collective investment and to re-designate the units concerned as shares of the new sub-fund.

Übersetzung zum Zwecke der Eintragung

Auszug aus dem Gesellschaftsvertrag (der «Gesellschaftsvertrag») der Gesellschaft vom 6. Juli 2015

1. Unbeschränkt haftender Gesellschafter. Swiss Life (LUX) German Core Real Estate Management S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet und bestehend unter den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, mit

eingetragenen Gesellschaftssitz in 4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Stammkapital in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) und dessen Eintragung im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister anhängig ist, als Komplementärin der Gesellschaft (die "Komplementärin").

2. Name der Gesellschaft, ihr Zweck und Sitz.

I. Name

"Swiss Life (LUX) German Core Real Estate SCS", eine Kommanditgesellschaft (société en commandite simple).

II. Zweck

(a) Zweck der Gesellschaft ist das Halten, Verwalten und Realisieren von Immobilienvermögen nach dem Grundsatz der Risikostreuung mit dem Ziel den investierenden Gesellschaftern das Ergebnis der Verwaltung der Vermögenswerte zukommen zu lassen.

(b) Die Gesellschaft kann alle Maßnahmen ergreifen und Handlungen durchführen, die sie zur Erreichung oder Unterstützung ihres Gesellschaftszwecks als erforderlich oder förderlich ansieht.

(c) Die Gesellschaft kann ihre Mittel insbesondere für die Bildung, Verwaltung, Entwicklung und Veräußerung eines Portfolios bestehend aus Wertpapieren und Eigentumsrechten gleich welcher Art oder Herkunft verwenden. Die Wertpapiere und Eigentumsrechte gleich welcher Art oder Herkunft können durch Einbringung, Zeichnung, Übernahme oder durch Kaufoption oder auf andere Weise erworben und durch Verkauf, Übertragung, Austausch oder auf andere Weise realisiert werden. Die Gesellschaft ist berechtigt, Gesellschaften oder Unternehmen, an denen sie direkt oder indirekt eine Beteiligung hält oder die zur selben Unternehmensgruppe wie die Gesellschaft gehören (einschließlich Aktionäre oder verbundenen Unternehmen), Unterstützungen (in Form von Darlehen, Vorschüssen, Sicherheiten, Wertpapieren oder anderweitig) zu gewähren.

(d) Die Gesellschaft kann ihr gesamtes oder ein Teil ihres Vermögens verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise besichern.

(e) Die Gesellschaft kann, außer durch Börsennotierung, Geld insbesondere durch Kreditaufnahme in jeglicher Form oder durch die Ausgabe von Schuldverschreibungen, Anleihen, Obligationen, Verbindlichkeiten jeglicher Art, unabhängig ob in der Form einer Wandelanleihe oder nicht, oder durch Eigenkapitalinstrumente einsammeln.

(f) Die Gesellschaft kann grundsätzlich jedes Geschäft, das unmittelbar oder mittelbar im Zusammenhang mit ihrem Zweck steht, ausführen.

III. Sitz

4a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg

IV. Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jedes Jahr am 1. Oktober und endet am 30. September desselben Jahres. Das erste Geschäftsjahr soll am 30. September 2016 enden.

3. Bezeichnung der Geschäftsführer und Zeichnungsbefugnis.

I. Die Komplementärin hat im eigenen Namen und im Namen der Gesellschaft die Swiss Life Fund Management (Lux) SA, eine nach luxemburgischen Recht gegründete und bestehende Aktiengesellschaft (société anonyme) mit eingetragenem Sitz in 23, route d'Arlon, L-8009 Strassen, Großherzogtum Luxemburg, und eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre du Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 171.124, als alleinigen Geschäftsführer (gérant) und alternativen Investmentfonds Manager (gestionnaire de fonds d'investissement alternatif) der Gesellschaft (der "Geschäftsführer"), in der Form wie diese Begriffe nach dem Gesetz über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in seiner jeweils gültigen Fassung (das „1915 Gesetz“) und dem Gesetz über die Verwalter alternativer Investmentfonds vom 12. Juli 2013, welches die AIFM-Richtlinie 2011/61/EU umgesetzt hat, in seiner jeweils gültigen Fassung, ausgelegt werden, ernannt. Die Gesellschaft soll ausschließlich vom Geschäftsführer verwaltet und kontrolliert werden. Die Kommanditisten sind von der Geschäftsführung der Gesellschaft ausgeschlossen.

II. Vorbehaltlich anderer Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages der Gesellschaft (der „Gesellschaftsvertrag“), hat der Geschäftsführer weitgehendste Befugnisse und ist ermächtigt, für und im Namen der Gesellschaft zu handeln. Der Geschäftsführer ist berechtigt, alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erreichung des Zwecks der Gesellschaft notwendig oder nützlich erscheinen. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch den vorliegenden Gesellschaftsvertrag der Hauptversammlung der Anteilinhaber zugeschrieben sind, fallen in die Kompetenz des Geschäftsführers.

III. Der Geschäftsführer ist verpflichtet die Gesellschaft in Übereinstimmung mit dem vertraulichen Private Placement Memorandum der Gesellschaft, sobald vorhanden, (das "Placement Memorandum"), in seiner jeweils gültigen Fassung, dem Gesellschaftsvertrag, dem Luxemburger Recht und allen anderen anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen zu leiten.

IV. Der Geschäftsführer ist für die Umsetzung der Anlagepolitik der Gesellschaft verantwortlich, unter Beachtung und Einhaltung der Vorschriften zur Risikostreuung und Anlagebeschränkungen wie sie im Placement Memorandum vorgehen sind.

V. Der Geschäftsführer ist ebenfalls zuständig für die Wahl der Depotstelle, der Verwaltungs- und Domizilierungsstelle, der Registrier- und Transferstelle und anderer Beauftragter der Gesellschaft wenn dies angemessen scheint.

VI. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft durch (i) die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers, oder (ii) die alleinige Unterschrift einer jeden Person an welche durch den Geschäftsführer im Rahmen seiner eigenen Befugnisse die Zeichnungsbefugnis delegiert wurde, wirksam berechtigt und verpflichtet.

4. Gründungsdatum und Laufzeit.

I. Die Laufzeit der Gesellschaft beginnt am 6. Juli 2015 für unbestimmte Zeit sofern sie nicht vorzeitig durch den Eintritt einer der folgenden Ereignisse beendet wird:

(i) durch Beschluss des Geschäftsführers, die Gesellschaft aufzulösen und abzuwickeln, gemäß eines korrespondierenden Beschlusses der außerordentlichen Hauptversammlung der Anteilhaber der Gesellschaft, sofern diese die Auflösung mit mindestens zwei Drittel (2/3) der Stimmrechte an der Gesellschaft genehmigt hat; und

(ii) im Fall das aus irgendeinem Grund der Wert des gesamten Nettovermögens der Gesellschaft oder der Wert des Nettovermögens der Investorenanteile sich derart verringert oder nicht den Betrag erreicht hat, der vom Geschäftsführer als Mindestbetrag für die Gesellschaft festgelegt wurde, damit gewährleistet ist, dass die Gesellschaft auf wirtschaftliche effiziente Weise, oder im Falle einer wesentlichen Veränderung der politischen, wirtschaftlichen oder monetären Situation oder im Falle einer wirtschaftlichen Rationalisierung, weiterhin agieren kann. In einem solchen Fall kann der Geschäftsführer entscheiden, dass (i) alle Anteile der Gesellschaft zum Nettoinventarwert zurückgekauft werden; oder (ii) die Vermögenswerte der Gesellschaft einem anderen Luxemburger Organismus für gemeinsame Anlagen, welcher den Bestimmungen des Gesetzes über spezialisierte Investmentfonds vom 13. Februar 2007 in seiner jeweils gültigen Fassung, dem Gesetz über Organismen für gemeinsame Anlagen vom 17. Dezember 2010 in seiner jeweils gültigen Fassung unterliegt, übertragen werden; oder (iii) die Vermögenswerte der Gesellschaft einem anderen Teilfonds innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen zugewiesen und die betroffenen Anteile als Anteile des neuen Teilfonds klassifiziert werden.

07.07.2015.

Simone Baier

Die Bevollmächtigte

Référence de publication: 2015113622/164.

(150122054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Wynnewood CPM Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6947 Niederanven, 50, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 109.513.

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth day of June

Before Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED:

accredis Inkasso GmbH & Co. KG, a company incorporated under the laws of Germany, having its registered office at Robert-Bosch-Straße 2a, D-50354 Hürth, Germany, registered under number HRA 30359 Amtsgericht Köln;

represented by the managers Mrs Ingrid KAIFER, juristische Assessorin, and Mr. Alf CONZELMANN, Diplom-Betriebswirt, both professionally residing in Robert-Bosch-Straße 2a, 50354 Hürth.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

That accredis Inkasso GmbH & Co. KG, prenamed, has become the sole shareholder of "Wynnewood CPM Investments S.à r.l.", a société à responsabilité limitée, having its registered office in L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck, registered with the Luxembourg Registrar of Companies under registration number B 109.513, pursuant to a share transfer agreement. The Company was incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, anciently notary residing in Luxembourg, on 28 June 2005, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations on 16 November 2005 under number C-1218. The deeds were amended by Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-Sur-Alzette, on 26 September 2008, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations on 31 October 2008 under number C-2665 («the Company»).

The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1.- To state that pursuant to a share transfer agreement from June 15, 2015, accredis Inkasso GmbH & Co. KG has become sole shareholder of the Company.

2.- To transfer the registered office from L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck to L-6947 Niederanven, 50, Rue Gabriel Lippmann.

3.- To amend article 5, 1st paragraph of the articles of association of the Company.

4.- Revocation of Mr. Tomas Lichy and Mr. Iain Macleod as managers of the Company.

5.- To fix the number of managers at two (2) and appointment of Mrs. Ingrid KAIFER born SCHORM and Mr. Alf Hermann CONZELMANN, as managers of the Company for an indefinite period of time.

6.- Miscellaneous.

That the sole shareholder has taken the following resolutions:

First resolution:

The sole shareholder states that pursuant to a share transfer agreement from June 15, 2015,

- Fortress Value Recovery Fund I Ltd, a company organized under the laws of the Cayman Islands, with registered office at 309, Uglan House, Grand Cayman, KY 1-1104, registered at the company's register of Cayman Islands under number 1170, transferred all his four hundred and fifty (450) shares in the Company to accredis Inkasso GmbH & Co. KG, prenamed, to the prices agreed between the parties, outside the accounts of the undersigned notary, and that

- Fortress Value Recovery Fund I LLC, a company organized under the laws of California (U.S.A.), with registered office at 615 South Dupont Highway, 19901 Delaware, U.S.A., registered at the company's register of California under number 200917310052, transferred all his fifty (50) shares in the Company to accredis Inkasso GmbH & Co. KG, prenamed, to the prices agreed between the parties, outside the accounts of the undersigned notary.

Copy of the previously mentioned share transfer agreement was given to the undersigned notary.

Due to the previously mentioned shares transfer all the five hundred (500) shares in the Company Wynnewood CPM Investments S.à r.l., are kept as follows:

accredis Inkasso GmbH & Co. KG, prenamed, five hundred shares	500
TOTAL: FIVE HUNDRED SHARES	500

Mr. Tomas LICHY and Mr. Iain MACLEOD, in their capacity as managers of the Company Wynnewood CPM Investments S.à r.l. accept the previously mentioned shares transfer on behalf of the Company accordance with the provisions of article 1690 of the Civil Code pursuant to a statement.

The said statement will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Second resolution

The sole shareholder decides to transfer the registered office from L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck to L-6947 Niederanven, 50, Rue Gabriel Lippmann.

Third resolution

As a consequence of the above resolution, the sole shareholder decides to amend article 5, 1st paragraph of the articles of Incorporation of the Company to read as follows:

“Art. 5. (1st paragraph)”. The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven.”

Fourth resolution

The sole shareholder decides to revoke Mr. Tomas Lichy and Mr. Iain Macleod as managers of the Company.

Fifth resolution

The sole shareholder decides to fix the number of the managers at two (2) and appoints manager of the Company for an indefinite period of time Mrs. Ingrid KAIFER born SCHORM, juristische Assessorin, born on October 29, 1968, in Köln (Germany), with professional address in L-6947 Niederanven, 50, Rue Gabriel Lippmann and Mr. Alf Hermann CONZELMANN, Diplom-Betriebswirt, born on November 20, 1967, in Arolsen (Germany), with professional address in L-6947 Niederanven, 50, Rue Gabriel Lippmann.

Power of attorney

The appearing party grants power to every employee of the office of the undersigned notary, to let draw up and sign all eventual rectifying deed of the present deed.

Expenses

The amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, amounts to approximately two thousand euros (EUR 2.000.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney in fact of the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation. On request of the same appearing parties and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

Folgt die Übersetzung in Deutscher Sprache (german version):

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, den fünfzehnten Tag im Monat Juni.

Vor dem unterzeichnenden Notar Paul BETTINGEN, mit Amtswohnsitz zu Niederanven,

ist erschienen:

accredis Inkasso GmbH & Co. KG, eine Gesellschaft gegründet nach dem deutschen Recht, mit Gesellschaftssitz in Robert-Bosch-Straße 2a, D-50354 Hürth, Deutschland, eingetragen beim Amtsgericht Köln unter der Nummer HRA 30359;

hier vertreten durch die Geschäftsführer Frau Ingrid KAIFER, juristische Assessorin, und Herrn Alf CONZELMANN, Diplom-Betriebswirt, beide Geschäftsansässig in Robert-Bosch-Straße 2a, 50354 Hürth.

Die Erschienenene, vertreten wie vorerwähnt, ersucht den instrumentierenden Notar, Folgendes zu beurkunden:

accredis Inkasso GmbH & Co. KG, vorbenannt, erklärt, dass sie aufgrund nachfolgenden Abtretungen von Gesellschaftsanteilen alleinige Gesellschafterin folgender Gesellschaft mit beschränkter Haftung geworden ist "Wynnewood CPM Investments S.à r.l.", mit Sitz in L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck, eingetragen im Handelsregister zu Luxemburg unter Sektion B und der Nummer 109.513, gegründet gemäss Urkunde, aufgenommen durch den Notar Joseph Elvinger, mit damaligem Amtssitz in Luxemburg am 28. Juni 2005, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 1218 vom 16. November 2005, letztmalig abgeändert durch Urkunde des Notars Francis Kessler, mit Amtssitz in Esch-Sur-Alzette vom 26. September 2008, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 442 vom 31. Oktober 2008, (nachfolgend: „die Gesellschaft“ genannt).

Die ausserordentliche Generalversammlung hat folgende Tagesordnung:

Tagesordnung

1.- Feststellung, dass laut privatschriftlichem Vertrag über den Kauf und Verkauf von Geschäftsanteilen unter Privatschrift vom 15. Juni 2015 accredis Inkasso GmbH & Co. KG alleinige Gesellschafterin geworden ist.

2.- Verlegung des Gesellschaftssitzes von L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck nach L-6947 Niederanven, 50, Rue Gabriel Lippmann.

3.- Abänderung vom Artikel 5, 1. Absatz der Satzung der Gesellschaft.

4.- Abberufung von Herrn Tomas Lichy und Herrn Iain Macleod als Geschäftsführer der Gesellschaft.

5.- Festlegung der Zahl der Geschäftsführer auf zwei (2), und Ernennung von Frau Ingrid KAIFER geborene SCHORM und Herrn Alf Hermann CONZELMANN als Geschäftsführer der Gesellschaft für eine unbegrenzte Zeit.

6.- Verschiedenes.

Gemäss der Tagesordnung hat die Erschienenene, vertreten wie vorerwähnt, einstimmig folgende Beschlüsse gefasst.

Erster Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin stellt fest, dass laut privatschriftlichem Vertrag über den Kauf und Verkauf von Geschäftsanteilen vom 15. Juni 2015,

- Fortress Value Recovery Fund I Ltd, eine Gesellschaft gegründet unter dem Recht der Kaimaninseln, mit Gesellschaftssitz in 309, Uglan House, Grand Cayman, KY 1-1104, eingetragen im Handelsregister der Kaimaninseln unter der Nummer 1170, ihre gesamten vierhundertfünfzig (450) Anteile der vorbezeichneten Gesellschaft der Gesellschaft accredis Inkasso GmbH & Co. KG, vorbenannt zu dem zwischen den Parteien vereinbarten Preise, ausserhalb der Buchführung des unterzeichnenden Notars,, übertragen hat und

- Fortress Value Recovery Fund I LLC, eine Gesellschaft gegründet unter dem Recht von Kalifornien (U.S.A.), mit Gesellschaftssitz in 615 South Dupont Highway, 19901 Delaware, U.S.A., eingetragen im Handelsregister von Kalifornien unter der Nummer 200917310052, ihre gesamten fünfzig (50) Anteile der vorbezeichneten Gesellschaft der Gesellschaft accredis Inkasso GmbH & Co. KG, vorbenannt, zu dem zwischen den Parteien vereinbarten Preise, ausserhalb der Buchführung des unterzeichnenden Notars, übertragen hat.

Eine Kopie des vorbezeichneten Vertrages wurde dem unterzeichnenden Notar vorgelegt.

Auf Grund der vorangehenden Abtretungen werden die gesamten fünfhundert (500) Anteile in der Gesellschaft „Wynnewood CPM Investments S.à r.l.“ nunmehr wie folgt gehalten:

accredis Inkasso GmbH & Co. KG, vorgeannt, fünfhundert Anteile	500
Insgesamt: fünfhundert Anteile	500

Herr Tomas LICHY und Herrn Iain MACLEOD, in ihre Eigenschaft als Geschäftsführer der Gesellschaft Wynnewood CPM Investments S.à r.l., nehmen laut einer Bescheinigung, die vorgeannten Abtretungen im Namen der Gesellschaft gemäss den Bestimmungen von Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches, an. Vorbenannte Bescheinigung bleibt gegenwärtiger Urkunde beigefügt.

Zweiter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschliesst den Sitz der Gesellschaft von L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck nach L-6947 Niederanven, 50, Rue Gabriel Lippmann, zu verlegen.

Dritter Beschluss

Infolge vorangehenden Beschluss, beschliessen die alleinige Gesellschafterin Artikel 5, 1. Absatz der Satzung der Gesellschaft abzuändern wie folgt:

Art. 5. (1. Absatz). «Le siège social de la Société est établi dans la commune de Niederanven.»

Vierter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschliesst Herrn Tomas Lichy und Herrn Iain Macleod als Geschäftsführer der Gesellschaft abzuernen.

Fünfter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschliesst die Zahl der Geschäftsführer auf zwei (2) festzulegen und Frau Ingrid KAIFER geborene SCHORM, juristische Assessorin, geboren am 29. Oktober 1968 in Köln (Deutschland), beruflich wohnhaft in L-6947 Niederanven, 50, Rue Gabriel Lippmann und Herrn Alf Hermann CONZELMANN, Diplom-Betriebswirt, geboren am 20. November 1967 in Arolsen (Deutschland), beruflich wohnhaft in L-6947 Niederanven, 50, Rue Gabriel Lippmann als Geschäftsführer der Gesellschaft für eine unbegrenzte Zeit zu ernennen.

Bevollmächtigung

Die Erschienene erteilt hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichneten Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtigungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Kosten

Die Kosten welche der Gesellschaft wegen der gegenwärtigen Urkunde obliegen, werden auf zweitausend Euro (EUR 2.000,-) abgeschätzt.

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung durch den Vorsitzenden geschlossen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen zu Senningerberg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehendem an die Erschienene, hat dieselbe mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Der unterzeichnete Notar, welcher die englische Sprache versteht und spricht, hat vorliegende Urkunde auf Wunsch der vorbenannten Erschienenen in Englisch verfasst, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Im Falle von Unterschieden zwischen dem englischen und dem deutschen Text soll, laut den Erschienenen, der englische Text massgebend sein.

Gezeichnet: Ingrid Kaifer, Alf Conzelmann, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 17 juin 2015. 1LAC / 2015 / 18795. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 6. Juli 2015.

Référence de publication: 2015113761/166.

(150120964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Forest Value Investment Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 143.382.

—
RECTIFICATIF

Suite à une erreur matérielle survenue dans la publication datée du 12 juin 2015 déposée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 18 juin 2015, sous la référence L150105386, et le 26 juin 2015 sous la référence 150111110:

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 28 mai 2015, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Maximilien de Limburg-Stirum, avec adresse au 37, rue Faider, 1050 Ixelles, Belgique, au mandat d'administrateur, avec effet au 9 juin 2015 et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2016 et qui se tiendra en 2017;

2. Acceptation de la démission d'Alexandre Van Damme, avec adresse au 51, rue d'Amazone, 1060 Bruxelles, Belgique de son mandat d'administrateur, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Référence de publication: 2015112149/18.

(150120326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

JVP Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 198.282.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth of June.

Before us Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

- Mr. Jack Vernon Penrod, born on June 25th, 1939, in the state of Ohio, the United States of America, having his address at 317, N. Coconut Lane, 33139 Miami Beach, Florida, the United States of America; and

- The J.P. Family Trust, represented by its trustee Mr. Thomas Allina, having its registered address at 6, rue Zurlinden, 1207 Geneva, Switzerland,

both represented by Peggy Simon, employee, with professional address at 9, Rabbatt, L-6475 Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of two (2) proxies given under private seal.

The said proxies, signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing parties, through their proxyholder, have requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing parties are the shareholders of “Penrod (Cyprus) Holdings Ltd”, a company incorporated under the laws of Cyprus, having its registered office at 15, Nafpliou, 2nd Floor, 3025, Limassol, Cyprus (the “Company”), holding together the entire share capital of the Company.

II. The Company’s share capital is set at five thousand Euro (EUR 5,000.-) divided into five thousand (5,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

III. The Company is in the process of being duly registered at the date hereof with the Luxembourg Trade and Companies Register and no petition or other similar proceeding has been filed for voluntary or involuntary dissolution, liquidation or bankruptcy of the Company or suspension of payments by the Company, as it is evidenced by the certificate of good standing issued by the Ministry of Energy, Commerce, Industry and Tourism of Cyprus dated March 20th, 2015, that has been submitted to the undersigned notary.

IV. In accordance with the written resolutions of the sole director made on June 30th, 2015, copy of which shall remain annexed hereto, the registered office, place of effective management and central administration of the Company were transferred from Cyprus to the Grand Duchy of Luxembourg.

V. The shareholders, unanimously support as far as necessary, the decision of the sole director of the Company dated June 30th, 2015, to continue the Company as a company incorporated under the laws of Luxembourg, by transferring its registered office, place of effective management and central administration to Luxembourg and consequently adopt the Luxembourg nationality without dissolution or loss of its legal personality and without creating a new legal entity. All necessary actions and formalities required shall be performed at the former registered office of the Company to ensure that the transfer is performed in due form.

Such transfer does not entail dissolution or change in the legal personality of the Company and the Company will carry on its legal existence without discontinuity, as it is evidenced by a legal opinion issued on June 25, 2015 by Pklawcy.

VI. The shareholders unanimously resolved that the Company adopts the corporate form of a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) and resolved to change its corporate name from “Penrod (Cyprus) Holdings Ltd” to “JVP Luxembourg”.

VII. The shareholders unanimously resolved to increase the share capital of the Company by seven thousand and five hundred Euro (EUR 7,500.-) in order to raise it from its present amount of five thousand Euro (EUR 5,000.-) to twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-), by partial capitalization of retained earnings in the amount of seven thousand and five hundred Euro (EUR 7,500.-).

Allocation

The shareholders unanimously resolved that the twelve thousand and five hundred (12,500) shares of one Euro (EUR 1.-) each be allocated in proportion to their original shareholding in the Company prior to the above resolutions, as follows:

- Mr. Jack Vernon Penrod shall receive six thousand, seven hundred and sixty-three (6,763) shares of one Euro (EUR 1.-) each;

- The J.P. Family Trust shall receive five thousand, seven hundred and thirty-seven (5,737) shares of one Euro (EUR 1.-) each.

VIII. As a result of the foregoing resolutions, the shareholders resolved to amend and entirely restate the articles of association of the Company, so as to conform them to Luxembourg law.

These shall henceforth have the following wording:

“Chapter I. Form, Name, Registered Office, Object, Duration.

Art. 1. Form. There is formed a private limited liability company (hereafter the “Company”), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the “Law”), as well as by the present articles of association (hereafter the “Articles”).

Art. 2. Object. The purpose of the Company is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and any other securities, including without limitation bonds, debentures, certificates of deposit, trust units, any other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form, except for borrowing from the public. It may issue notes, bonds, debentures and any other kind of debt and/or equity securities, including but not limited to preferred equity certificates and warrants, whether convertible or not in all cases. The Company may lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities, to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against creditors, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, further or relate to its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Name. The Company will have the name of “JVP Luxembourg”.

Art. 5. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or, in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Chapter II. Capital, Shares.

Art. 6. Subscribed Capital. The share capital is set at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand and five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The capital may be increased, or decreased, in one or several times at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders’ meeting voting with the quorum and majority rules set out by article 18 of these Articles, or, as the case may be, by the Law for any amendment to these Articles.

Art. 8. Shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders. Ownership of one or several shares carries implicit acceptance of the Articles of the Company and the resolutions of the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

Each share is indivisible towards the Company.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

The sole shareholder may transfer freely its shares when the Company is composed of a sole shareholder. The shares may be transferred freely amongst shareholders when the Company is composed of several shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorization of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the capital, in accordance with article 189 of the Law.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in accordance with article 1690 of the Civil Code.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the Law.

Art. 9. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Chapter III. Manager(s).

Art. 10. Manager(s), Board of Managers. The Company is managed by one or several managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

The members of the board might be split into two categories, respectively denominated “Category A Managers” and “Category B Managers”.

The managers need not be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without legitimate cause, by a resolution of the sole shareholder or by a resolution of the shareholders holding a majority of votes.

Each manager will be elected by the sole shareholder or by the shareholders’ meeting, which will determine their number and the duration of their mandate.

Art. 11. Powers of the Manager(s). In dealing with third parties, the manager or the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company’s object and provide that the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager or the board of managers.

Towards third parties, the Company shall be bound by the sole signature of its sole manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers of the Company. In case the managers are split into two categories, the Company shall obligatorily be bound by the joint signature of one Category A Manager and one Category B Manager.

If the manager or the board of managers is temporarily unable to act, the Company’s affairs may be managed by the sole shareholder or, in case the Company has several shareholders, by the shareholders acting under their joint signatures.

The manager or board of managers shall have the rights to give special proxies for determined matters to one or more proxyholders, selected from its members or not, either shareholders or not.

Art. 12. Day-to-day Management. The manager or the board of managers may delegate the day-to-day management of the Company to one or several manager(s) or agent(s) and will determine the manager’s / agent’s responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency. It is understood that the day-to-day management is limited to acts of administration and thus, all acts of acquisition, disposition, financing and refinancing have to obtain the prior approval from the board of managers.

Art. 13. Meetings of the Board of Managers. The meetings of the board of managers are held within the Grand Duchy of Luxembourg.

The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among the/those managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary from among its members.

A manager may be represented by another member of the board of managers.

The meetings of the board of managers may be convened by any two managers by any means of communication including telephone or email, provided that it contains a clear indication of the agenda of the meeting. The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

The board of managers can only validly debate and make decisions if a majority of its members is present or represented by proxies. In case the managers are split into two categories, at least one Category A Manager and one Category B Manager shall be present or represented. Any decisions made by the board of managers shall require a simple majority including at least the favorable vote of one Category A Manager and of one Category B Manager. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote.

In case of a conflict of interest as defined in article 15 hereafter, the quorum requirement shall apply and for this purpose the conflicting status of the affected manager(s) is disregarded.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate and deliberate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members having participated.

A written decision, signed by all managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers, which was duly convened and held.

Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all members of the board of managers.

Art. 14. Liability - Indemnification. The manager or the board of managers assumes, by reason of its position, no personal liability in relation to any commitment validly made by it in the name of the Company.

The Company shall indemnify any manager or officer and his heirs, executors and administrators, against any damages or compensations to be paid by him/her or expenses or costs reasonably incurred by him/her, as a consequence or in connection with any action, suit or proceeding to which he/she may be made a party by reason of his/her being or having been a manager or officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he/she is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he/she shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence, fraud or wilful misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which such manager or officer may be entitled.

Art. 15. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any manager or officer of the Company who serves as a manager, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any manager of the Company may have any personal interest in any transaction conflicting with the interest of the Company, he shall make known to the board of managers such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such manager's or officer's interest therein shall be reported to the sole shareholder or to the next general meeting of Shareholders.

Chapter IV. Shareholder(s).

Art. 16. General Meeting of Shareholders. If the Company is composed of one sole shareholder, the latter exercises the powers granted by Law to the general meeting of shareholders.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the board of managers to the shareholders by any means of communication. In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen (15) days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

Unless there is only one sole shareholder, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon call in compliance with Law by the board of managers, failing which by the supervisory board, if it exists, failing which by shareholders representing half the corporate capital. The notice sent to the shareholders in accordance with the Law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by any means of communication as his proxy another person who need not be a shareholder.

Art. 17. Powers of the Meeting of Shareholders. Any regularly constituted shareholders' meeting of the Company represents the entire body of shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the manager or the board of managers by the Law or the Articles and subject to the object of the Company, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 18. Procedure, Vote. Any resolution whose purpose is to amend the present Articles or whose adoption is subject by virtue of these Articles or, as the case may be, the Law, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles will be taken by a majority of shareholders representing at least three quarters of the capital.

The general meeting shall adopt resolutions by a simple majority of votes cast, provided that the number of shares represented at the meeting represents at least one half of the share capital. Blank and mutilated ballots shall not be counted.

One vote is attached to each share.

Chapter V. Financial Year, Distribution of Profits.

Art. 19. Financial Year. The Company's accounting year starts on January 1st, and ends on December 31st of each year.

Art. 20. Adoption of Financial Statements. At the end of each accounting year, the Company's accounts are established and the manager or the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 21. Appropriation of Profits. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve. This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatsoever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

The excess is distributed among the shareholders. However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve and interim dividends if any, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 22. Interim Dividends. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- Interim accounts are established by the manager or the board of managers;
- These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve;
- The decision to pay interim dividends is taken by the manager or the board of managers;
- The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened and once five percent (5%) of the net profit of the current year has been allocated to the legal reserve.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation.

Art. 23. Dissolution, Liquidation. At the time of winding up of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII. Applicable Law.

Art. 24. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles".

XI. The shareholders unanimously resolved that the first accounting year after the continuation of the Company in Luxembourg which began on January 1st, 2015 in Cyprus, shall terminate on December 31st, 2015 in Luxembourg.

XII. The registered office of the Company is established at 128, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

XIII. The shareholders unanimously resolved to appoint the following persons as Company's managers:

- *Category A Manager:*

* Mr. Steven Savola, born on June 27th, 1958, in Freeport, Bahamas, having his professional address at 7410 SW 82nd, CT Miami, FL 33143, the United States of America.

- *Category B Managers:*

* Mr. Allain Noullet, born November 2nd, 1960, in Berchem Sainte Agathe (Brussels), Belgium, having his professional address at 128, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

* Mr. Jean Luc Clause, born on December 2nd, 1969, in Dudelange, Grand Duchy of Luxembourg, having his professional address at 128, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Documentation

In order to acknowledge the transfer of the registered seat and central administration of the Company, the following documents have been submitted to the undersigned notary:

- A legal opinion issued by Pklawcy on June 25th, 2015;
- A balance sheet as of May 31st, 2015;
- A certified copy of the Company's shareholders' register;
- A certificate of good standing issued by the Ministry of Energy, Commerce, Industry and Tourism of Cyprus dated March 20th, 2015; and
- A copy of the written resolutions of the sole director of the Company dated June 30th, 2015.

Ratification

The appearing parties requested the notary to act and to authenticate, in accordance with the requirements of Luxembourg Law on commercial companies dated August 10th, 1915, the ratification and confirmation, without qualification, nothing withheld or excepted, of all the resolutions made hereabove by the general meeting of the Company as of the date hereof.

Consequently, the establishment of the registered office of the Company at 128, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, is realized with effect as of the day of the present deed.

The Company will thus be subject to Luxembourg law, according to article 159§2 of the Luxembourg law on Commercial Companies dated August 10th, 1915.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarized deed was drawn up in Echternach.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, who is known to the notary by her Surnames, Christian names, civil status and residences, she signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le trente juin.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

- M. Jack Vernon Penrod, né le 25 juin 1939, dans l'Etat de l'Ohio, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse au 317, N. Coconut Lane, 33139 Miami Beach, Floride, Etats-Unis d'Amérique; et

- The J.P. Family Trust, représenté par son trustee M. Thomas Allina, ayant son siège social au 6, rue Zurlinden, 1207 Genève, Suisse,

les deux représentés par Peggy Simon, employée, ayant son adresse professionnelle au 9, Rabbatt, L-6475 Echternach, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu de deux (2) procurations données sous seing privé.

Lesquelles procurations, après avoir été signées "ne varietur" par la mandataire des comparants et le notaire instrumentaire, demeureront annexées aux présentes pour être enregistrées en même temps.

Lesquels comparants, par leur mandataire, ont requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Les personnes comparantes sont les associés de la société «Penrod (Cyprus) Holdings Ltd», une société constituée selon les lois de Chypre, ayant son siège social au 15, Napfliou, 2nd Floor, 3025, Limassol, Chypre (la «Société»), détenant l'intégralité du capital social de la Société.

II. Le capital social de la Société est de cinq mille euros (EUR 5.000,-) divisé en cinq mille (5.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

III. La Société est en cours d'immatriculation à la date des présentes auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aucune requête ou autre acte de procédure n'a été introduit en vue d'obtenir la dissolution ou la liquidation, volontaire ou involontaire, la faillite ou la suspension des paiements de la Société, tel que cela est démontré par le certificat de coutume émis par le Ministère de l'énergie, du commerce, de l'industrie et du tourisme de Chypre en date du 20 mars 2015.

IV. Conformément à une décision écrite de l'administrateur unique en date du 30 juin 2015, annexée à la présente assemblée générale, le siège social, le siège de direction effective et l'administration centrale de la Société ont été transférés de Chypre au Grand-Duché du Luxembourg.

V. Les associés ont décidé à l'unanimité de soutenir la décision de l'administrateur unique en date du 30 juin 2015 décidant de la continuité de la Société comme une société régie par le droit luxembourgeois en transférant le siège social, le siège de direction effective et l'administration centrale au Grand-Duché du Luxembourg. La Société adoptera la nationalité luxembourgeoise sans qu'il y ait lieu de procéder à sa dissolution ou à la perte de sa personnalité morale et à la création d'une nouvelle entité. Toutes les démarches et formalités seront entreprises au lieu d'établissement de l'ancien siège social afin d'assurer la réalisation du transfert de ce dernier en bonne et due forme.

Ledit transfert n'opère pas dissolution ou changement de la personnalité juridique de la Société, tel que mis en évidence par l'avis juridique émis le 25 juin 2015 par Pklawcy.

VI. Les associés ont décidé à l'unanimité que la Société adoptera la forme d'une société à responsabilité limitée et la dénomination sociale «JVP Luxembourg».

VII. Les associés ont décidé à l'unanimité d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de sept mille, cinq cents euros (EUR 7.500,-) afin de le porter de son montant actuel de cinq mille euros (EUR 5.000,-) à douze mille, cinq cents euros (EUR 12.500,-) par capitalisation de réserves librement distribuables d'un montant de sept mille, cinq cents euros (EUR 7.500,-).

Allocation

Les associés ont décidé à l'unanimité que les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'un euro (EUR 1,-) chacune leur soient allouées en proportion de leur participation initiale dans la Société préalablement aux résolutions précédentes, comme suit:

- Mr. Jack Vernon Penrod recevra six mille, sept cent soixante-trois (6.763) parts sociales d'un euro (EUR 1,-) chacune; et

- The J.P. Family Trust recevra cinq mille, sept cent trente-sept (5.737) parts sociales d'un euro (EUR 1,-) chacune.

VIII. En conséquence des résolutions précédentes, les associés ont décidé à l'unanimité d'amender et de reformuler les statuts afin de les mettre en conformité avec le droit luxembourgeois.

Ceux-ci auront désormais la teneur suivante:

«Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée.

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «la Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «la Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après «les Statuts»).

Art. 2. Objet. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, incluant sans limitation, des obligations, tout instrument de dette, créances, certificats de dépôt, des unités de trust et en général toute valeur ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit à l'exception d'un emprunt public. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances incluant, sans limitation, l'émission de «PECS» et des «warrants», et ce convertibles ou non. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tout transfert de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société a comme dénomination «JVP Luxembourg».

Art. 5. Siège Social. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Chapitre II. Capital, Parts Sociales.

Art. 6. Capital Souscrit. Le capital social est fixé à douze mille, cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille, cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 7. Augmentation et Diminution du Capital Social. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par les Statuts ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Parts Sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et une voix à l'assemblée générale des associés. La propriété d'une ou de plusieurs parts sociales emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Les cessions ou transmissions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres, si la Société a un associé unique. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, si la Société a plusieurs associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social, en conformité avec l'article 189 de la Loi.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions légales.

Art. 9. Incapacité, Faillite ou Déconfiture d'un Associé. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Chapitre III. Gérant(s).

Art. 10. Gérants, Conseil de Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Les membres peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

Les gérants ne doivent pas être obligatoirement associés. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification légitime, par décision de l'associé unique ou des associés représentant une majorité des voix.

Chaque gérant sera nommé par l'associé unique ou les associés, selon le cas, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat.

Art. 11. Pouvoirs du/des Gérant(s). Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou le conseil de gérance a tout pouvoir pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour effectuer et approuver tout acte et opération conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant ou du conseil de gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature de son gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

Si le gérant ou le conseil de gérance est temporairement dans l'impossibilité d'agir, la Société pourra être gérée par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par les associés agissant conjointement.

Le gérant ou le conseil de gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, sélectionnés parmi ses membres ou pas, qu'ils soient associés ou pas.

Art. 12. Gestion Journalière. Le gérant ou le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminera les responsabilités et rémunérations (éventuelle) des gérants/mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat. Il est convenu que la gestion journalière se limite aux actes d'administration et qu'en conséquence, tout acte d'acquisition, de disposition, de financement et refinancement doit être préalablement approuvé par le gérant ou le conseil de gérance.

Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant sera élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Un gérant peut en représenter un autre au conseil.

Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par deux gérants par n'importe quel moyen de communication incluant le téléphone ou le courrier électronique, à condition qu'il contienne une indication claire de l'ordre du jour de la réunion. Le conseil de gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B devra être présent ou représenté.

Toute décision du conseil de gérance doit être prise à majorité simple, avec au moins le vote affirmatif d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant.

En cas de conflit d'intérêt tel que défini à l'article 15 ci-après, les exigences de quorum s'appliqueront et, à cet effet, il ne sera pas tenu compte de l'existence d'un tel conflit dans le chef du ou des gérants concernés pour la détermination du quorum.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence call ou par tout autre moyen similaire de communication, à partir du Luxembourg, ayant pour effet que tous les gérants participant et délibérant au conseil puissent se comprendre mutuellement.

Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance, dûment convoquée et tenue.

Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Art. 14. Responsabilité, Indemnisation. Le gérant ou le conseil de gérance ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société.

La Société devra indemniser tout gérant ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui/elle ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui/elle, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il/elle pourrait être partie en raison de son/sa qualité ou ancienne qualité de gérant ou mandataire de la Société, ou, à la requête de la Société, de toute autre société où la Société est un associé ou un créancier et par quoi il/elle n'a pas droit à être indemnisé(e), sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il/elle sera finalement déclaré(e) impliqué(e) dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée. Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la Société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel gérant ou mandataire pourrait prétendre.

Art. 15. Conflit d'Intérêt. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs gérants ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un gérant ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou autre affaire.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un gérant ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, entrant en conflit avec les intérêts de la Société, il en avisera le conseil de gérance et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du gérant ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'associé unique ou des associés au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des associés.

Chapitre IV. Associé(s).

Art. 16. Assemblée Générale des Associés. Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi à l'assemblée générale des associés.

Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le conseil de gérance aux associés par le biais de tout moyen de communication. Dans ce dernier cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent se réunir en assemblée générale conformément aux conditions fixées par la Loi sur convocation par le conseil de gérance, ou à défaut, par le conseil de surveillance, s'il existe, ou à défaut, par des associés représentant la moitié du capital social. La convocation envoyée aux associés en conformité avec la Loi indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée et elle contiendra l'ordre du jour de l'assemblée générale ainsi qu'une indication des affaires qui y seront traitées.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par tout moyen de communication, un mandataire, lequel n'est pas obligatoirement associé.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil de gérance.

Art. 17. Pouvoirs de l'Assemblée Générale. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Sous réserve de tous autres pouvoirs réservés au conseil de gérance en vertu de la Loi ou les Statuts et conformément à l'objet social de la Société, elle a les pouvoirs les plus larges pour décider ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 18. Procédure - Vote. Toute décision dont l'objet est de modifier les présents Statuts ou dont l'adoption est soumise par les présents Statuts, ou selon le cas, par la Loi aux règles de quorum et de majorité fixée pour la modification des Statuts sera prise par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital.

L'assemblée générale adoptera les décisions à la majorité simple des voix émises, à condition que le nombre des parts sociales représentées à l'assemblée représente au moins la moitié du capital social. Les votes blancs et les votes à bulletin secret ne devront pas être pris en compte.

Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chapitre V. Année Sociale, Répartition.

Art. 19. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine 31 décembre de chaque année.

Art. 20. Approbation des Comptes Annuels. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant ou le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Les comptes annuels et le compte des profits et pertes sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, des associés.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 21. Affectation des Résultats. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Le surplus est distribué entre les associés. Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la Loi, décider qu'après déduction de la réserve légale et des dividendes intérimaires le cas échéant, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Art. 22. Dividendes Intérimaires. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

- Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance,
- Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice,
- Le gérant ou le conseil de gérance est seul compétent pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes,
- Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés et une fois que cinq pour cent (5 %) du profit net de l'année en cours a été attribué à la réserve légale.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation.

Art. 23. Dissolution, Liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associé(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Chapitre VII. Loi Applicable.

Art. 24. Loi Applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi».

XI. Le premier exercice social après la continuation de la Société à Luxembourg, qui a commencé le 1^{er} janvier 2015 à Chypre, se terminera le 31 décembre 2015 à Luxembourg.

XII. Le siège social de la Société est établi au 128, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

XIII. Les personnes suivantes sont nommées en tant que gérants de la Société:

- *Gérant de catégorie A:*

* M. Steven Savola, né le 27 juin 1958 à Freeport, les Bahamas, ayant son adresse professionnelle au 7410 SW 82nd, CT Miami, FL 33143, Etats-Unis d’Amérique.

- Gérants de catégorie B:

* M. Allain Noullet, né le 2 novembre 1960 à Berchem Sainte Agathe (Bruxelles), Belgique, ayant son adresse professionnelle au 128, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

* M. Jean Luc Clause, né le 2 décembre 1969 à Dudelange, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 128, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Documents

Afin de reconnaître le transfert du siège social de la Société, les documents suivants ont été soumis au notaire soussigné:

- Un avis juridique émis par Pklawcy en date du 25 juin 2015;
- Un bilan en date du 31 mai 2015;
- Une copie du registre d’associés de la Société;
- Un certificat de coutume émis par le Ministère de l’énergie, du commerce, de l’industrie et du tourisme de Chypre en date du 20 mars 2015; et
- Une copie des résolutions écrites de l’administrateur unique en date du 30 juin 2015.

Ratification

Les personnes comparantes ont requis le notaire d’acter et d’authentifier conformément aux prescriptions de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales en date du 10 août 1915, la ratification et la confirmation, sans réserves, sans exclusion ou exception, de toutes les résolutions prises par décision par les associés de la Société ci-avant mentionné en date de ce jour.

L’établissement du siège social réel de la Société est fixé au 128, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et est réalisé avec effet au jour du présent acte.

La Société sera soumise au statut établi par l’article 159§2 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales en date du 10 août 1915.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française.

Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu à la mandataire des comparants connue du notaire par ses Noms, Prénoms, état civil et résidence, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 01 juillet 2015. Relation: GAC/2015/5556. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): N. DIEDERICH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 07 juillet 2015.

Référence de publication: 2015113282/578.

(150122037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Sunrise Enterprises S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 198.200.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth day of June.

Before Us Maître Jacques Kessler, notary, residing in Petange, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Headstart Management Services S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), established and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 12.500,00 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 155181,

here represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, having her professional address at 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of one (1) proxy given on June 2015.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the deed of incorporation of a joint-stock company with the following articles of incorporation:

Denomination, Object, Duration, Registered office

Art. 1. There exists a joint stock company under the name of Sunrise Enterprises S.A., which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereinafter, the Company), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereinafter, the Law), as well as by the present articles of incorporation (hereinafter, the Articles).

Art. 2. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests, in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and intellectual property rights of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise. It may also acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and intellectual property rights, have them developed and realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise. The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (such as, but not limited to, shareholders or affiliated entities).

In general, the Company may likewise carry out any financial, commercial, industrial, personal or real estate transactions, take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purpose or which promote its development.

The Company may borrow in any form including by way of public offer. It may issue by way of private or public placement, notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities. It may give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or some of its assets.

Art. 3. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 4. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

It may be transferred to any other address in the same municipality or to another municipality by a decision of the board of directors, respectively by a resolution taken by the general meeting of the shareholders, as required by the then applicable provisions of the Law.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Title I. Capital, Shares

Art. 5. The subscribed capital of the Company is set at thirty-one thousand Euros (EUR 31,000), represented by thirty-one thousand (31,000) shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, all of which are fully paid up.

The shares may be registered or bearer shares at the option of the shareholders.

Bearer shares shall be signed by the sole director or, in case of plurality of directors, by two (2) directors. The signature may be handwritten, in facsimile or affixed by means of a stamp. The signature may also be affixed by a person delegated for that purpose by the board of directors, but in such case, it must be handwritten.

The transfer of bearer shares shall be made by the mere delivery of the certificate.

The shares may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two (2) or more shares.

The owner of shares in bearer form may, at any time, request that they are converted, at his expense, into shares or securities in registered form.

The shares are freely transferable.

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company. In case of plurality of owners per share, the Company may suspend the rights attached to this share until a single owner has been designated to the Company.

Title III. General meeting of shareholders

Art. 6. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all operations of the Company. Where the Company has a sole shareholder, such shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

Art. 7. The annual general meeting of the shareholders of the Company shall be held on the second Wednesday of the month of May of each year at 11.00 a.m. CET at the registered office of the Company or at any other location specified in the notice of meeting.

If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

The annual general meeting of the shareholders of the Company may be held abroad if, in the judgment of the board of directors of the Company, exceptional circumstances so require.

Art. 8. Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Any shareholder may participate by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing (i) the identification of the shareholders, (ii) all the shareholders taking part in the meeting to hear one another, (iii) the meeting to be held live. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Art. 9. The shareholders' meeting shall be held upon notice by the board of directors or by the auditor.

They must convene such a meeting within a month if a shareholder or a plurality of shareholders holding at least ten percent (10%) of the shares of the Company demand so, provided they make a written demand and expose the agenda.

A shareholder or a plurality of shareholders holding at least ten percent (10%) of the shares of the Company may add discussion points to the agenda, provided that they make a written demand no later than five (5) days prior to the meeting.

Notification letters for each shareholders meeting shall mention the agenda of the meeting.

Provided that all shares are registered, notifications may be addressed individually to each shareholder by means of a registered letter.

Art. 10. Each share entitles its holder to one vote.

Except as otherwise required by Law or by these Articles, resolutions at a meeting of the shareholders of the Company duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

Art. 11. Any resolutions aiming to amend the Articles shall require the holding of an extraordinary general meeting that only validly deliberates if one half of the capital is present or represented and provided that the agenda includes the proposed amendments to the Articles.

If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles and the Law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the number of shares present or represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds (2/3) of the votes expressed.

Art. 12. The nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of all shareholders and bondholders.

Art. 13. A shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Company by appointing another person, shareholder or not, as his proxy, in writing, whether in original, by telefax or e-mail (provided that the electronic signature is in conformity with the then relevant applicable laws in the Grand-Duchy of Luxembourg).

If all shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the shareholders of the Company, and declare themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Prior to any debates, the shareholders elect amongst them a chairman for the meeting of the shareholders, who will then proceed to the nomination of a secretary, who may be shareholder or not. The shareholders will appoint the scrutineer, who may be shareholder or not.

The minutes of the meetings of the shareholders are signed by the chairman, the secretary and the scrutineer, and by any shareholder willing to.

Title IV. Management

Art. 14. The Company is managed by a board of directors composed of at least three (3) members, either shareholders or not, who are appointed for a period not exceeding six (6) years by the general meeting of shareholders which may at any time remove them.

The number of directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of the shareholders.

In case of a single shareholder, the Company may be managed by a sole director who assumes all the rights, duties and liabilities of the board of directors.

Art. 15. The board of directors will elect from among its members a chairman.

The board of directors is convened upon call by the chairman, as often as the interest of the Company so requires. It must be convened each time two (2) directors so request.

Written notice of any meeting of the board of directors will be given to all directors, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the directors are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of directors.

A director may be represented by another member of the board of directors, and a member of the board of directors may represent several directors.

The board of directors can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented by proxies. Any decisions taken by the board of director shall require a simple majority of the directors. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions passed at the directors' meetings. Such resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the directors.

Any and all directors may participate in any meeting of the board of directors by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing (i) the identification of the directors, (ii) all the directors taking part in the meeting to hear one another, (iii) the meeting to be held live. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Art. 16. The board of directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate objects of the Company.

All powers not expressly reserved by Law or by the Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

The board of directors may pay interim dividends to the shareholders in compliance with the Law and any other relevant legal requirements.

Art. 17. The Company will be bound in any circumstances by the joint signatures of any two (2) directors.

Art. 18. The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management of the Company to one or more directors, who will be called managing directors.

It may also commit the management of all the affairs of the Company or of a special branch to one or more directors, and give special powers for determined matters to one or more proxyholders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

Art. 19. Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Company by the board of directors, represented by its chairman or by the director delegated for this purpose.

Title V. Audit

Art. 20. The Company is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six (6) years.

Title VI. Accounting year, Allocation of profits

Art. 21. The accounting year of the Company shall begin on the first of January and shall terminate on the thirty-first of December of each year.

Art. 22. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve.

This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital but shall be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, the ten percent (10%) threshold is no longer met.

The balance of the net profit is at the disposal of the general meeting and may be distributed to the sole shareholder or to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

Title VII. Dissolution, Liquidation

Art. 23. The Company may be dissolved by a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, individuals or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

Title VIII. General provision

Art. 24. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31, 2015.

Subscription - Payment

The articles of incorporation having thus been established, all the shares have been subscribed and fully paid up in nominal value by contribution in cash as follows:

Subscriber	Shares	Payment
Headstart Management Services S.à r.l., prenamed	31.000	EUR 31.000,00
Total	31.000	EUR 31.000,00

The amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31.000,00) has been fully paid up in cash and is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary who expressly acknowledges it.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 of the Law have been observed.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at 1,500.- euro.

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder has taken the following resolutions:

1. The following person is appointed as sole director for a period ending on the date of the annual general meeting called to approve the annual accounts as of December 31, 2015:

- Mr. Manuel Mouget, born on January 6, 1977 in Messancy, Belgium, with professional address at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

2. The following person is appointed as statutory auditor for a period ending on the date of the annual general meeting called to approve the annual accounts as of December 31, 2015:

- YLP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, a share capital of EUR 12.500,00 and registered with the Luxembourg Trade and Companies under number B 189506.

3. The address of the registered office of the Company is fixed at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, she signed together with Us, notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-huitième jour du mois de juin.

Par-devant Nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Petange, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Headstart Management Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée, établie et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social d'EUR 12.500,00 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155181,

ici représentée par Mme. Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée, ayant son adresse professionnelle au 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en juin 2015.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme dont il a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination, Objet, Durée, Siège Social

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de Sunrise Entreprises S.A. (ci-après la Société), soumises aux dispositions de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (ci-après, la Loi) ainsi qu'aux dispositions des présents statuts (les Statuts).

Art. 2. La Société peut réaliser toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise. Elle pourra également acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les faire mettre en valeur et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement. La Société peut (par voie de prêts, avances, cautionnement, sûretés ou autres) accorder tout concours aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation, ou bien qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (notamment par exemple ses actionnaires ou filiales).

En général, la Société pourra également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, et prendre toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et faire toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, y inclus par voie d'offre publique. Elle peut procéder, par voie de placement privé ou public, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il pourra être transféré à toute autre adresse dans la même commune ou dans une autre commune par simple décision du conseil d'administration, respectivement par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires, tel que requis par les dispositions applicables de la Loi.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre I^{er} . Capital, Actions

Art. 5. Le capital social souscrit de la Société s'élève à trente et un mille euros (EUR 31.000), représenté par trente et un mille actions (31.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,00) chacune, toutes intégralement libérées.

Les actions peuvent être nominatives ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

L'action au porteur est signée par l'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par deux (2) administrateurs. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe. L'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration, qui dans ce cas, devra être manuscrite.

La cession de l'action au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Les actions de la Société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de deux (2) ou plusieurs actions.

Les propriétaires d'actions au porteur peuvent, à toute époque, en demander la conversion, à leur frais, en actions nominatifs.

Les actions sont librement transmissibles.

Chaque action est indivisible à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un propriétaire pour une action. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. En cas de pluralité de propriétaires d'une action, la Société peut suspendre les droits attachés à cette action jusqu'à ce qu'un seul propriétaire soit désigné.

Titre II. Assemblée des actionnaires

Art. 6. Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société a un actionnaire unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 7. L'assemblée générale annuelle se réunit le deuxième mercredi du mois de mai à 11.00 heures CET au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société peut se réunir à l'étranger si le conseil d'administration de la Société estime que des circonstances exceptionnelles l'exigent.

Art. 8. Les autres assemblées des actionnaires de la Société sont tenues aux lieux et places spécifiés dans les convocations respectives de chaque assemblée.

Tout actionnaire de la Société peut participer à une assemblée générale des actionnaires de la Société par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à l'assemblée peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à l'assemblée peut entendre les autres participants et leur parler, et (iii) l'assemblée est retransmise en direct. La participation à une assemblée par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à l'assemblée.

Art. 9. Une assemblée générale des actionnaires de la Société peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le commissaire aux comptes.

Ils sont obligés de la convoquer de façon à ce qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant le dixième du capital social le requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins un dixième du capital social peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute assemblée générale des actionnaires de la Société. Cette demande doit être convoquée par lettre recommandée cinq (5) jours au moins avant la tenue de l'assemblée générale en question.

Les avis de convocation pour chaque assemblée générale doivent contenir l'ordre du jour.

Si toutes les actions sont nominatives, les notifications peuvent être adressées individuellement à chaque actionnaire par lettre recommandée.

Art. 10. Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les Statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires de la Société dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Art. 11. Cependant, les décisions pour modifier les Statuts de la Société peuvent seulement être adoptées par une assemblée générale des actionnaires de la Société représentant au moins la moitié du capital social et pour laquelle l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée dans les formes prévues par les Statuts et la Loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indique la date et le résultat de la précédente assemblée générale. La seconde assemblée délibère valablement quelle que soit la portion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions pour être valables, doivent réunir les deux tiers (2/3) au moins des voix exprimées.

Art. 12. Le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'unanimité des actionnaires et des obligataires.

Art. 13. Chaque actionnaire peut prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par téléfax, ou par courriel muni d'une signature électronique (conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise) une autre personne comme mandataire, actionnaire ou non.

Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Avant de commencer les délibérations, les actionnaires élisent en leur sein un président de l'assemblée générale. Le président nomme un secrétaire et les actionnaires nomment un scrutateur.

Les procès verbaux des assemblées générales des actionnaires de la Société seront signés par le président, le secrétaire et le scrutateur et par tout actionnaire qui exprime le souhait de signer.

Titre III. Administration

Art. 14. La Société est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) administrateurs, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six (6) ans, par l'assemblée générale des actionnaires qui peut à tout moment les révoquer.

Le nombre des administrateurs et leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la Société.

Si toutes les actions de la Société sont détenues par un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique qui assumerait alors tous les droits, devoirs et obligations du conseil d'administration.

Art. 15. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux (2) administrateurs le demandent.

Un avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. On pourra passer outre cette convocation si tous les administrateurs sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour toute réunion se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Un administrateur peut en représenter un autre au conseil d'administration, et un administrateur peut représenter plusieurs administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations. Toute décision du conseil d'administration doit être prise à la majorité simple des administrateurs. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par tous les membres du conseil d'administration.

Chaque administrateur et tous les administrateurs peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion peut entendre les autres participants et leur parler, et (iii) la réunion est retransmise en direct. Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Art. 16. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les Statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut payer des acomptes sur dividendes en respectant les dispositions légales.

Art. 17. La Société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux (2) administrateurs.

Art. 18. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs administrateurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

Art. 19. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la Société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur-délégué à ces fins.

Titre IV. Surveillance

Art. 20. La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six (6) ans.

Titre V. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 21. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 22. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net sont affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais doivent être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net à la disposition de l'assemblée générale et peut être distribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation dans la Société.

Titre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 23. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale extraordinaire. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VII. Disposition générale

Art. 24. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, toutes les trente et un mille (31.000) actions ont été souscrites et intégralement libérées en valeur nominale par apport en numéraire comme suit:

Souscripteur	Actions	Libération
Headstart Management Services S.à r.l., prénommée	31.000	EUR 31.000,00
Total	31.000	EUR 31.000,00

Le montant de trente et un mille Euro (EUR 31.000,00) a été intégralement libéré en numéraire et se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le reconnaît expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ 1.500 euros.

1. Décisions de l'actionnaire unique

2. L'actionnaire a pris les résolutions suivantes:

3. La personne suivante est nommée administrateur de la Société pour une durée qui prendra fin à la date de l'assemblée générale des actionnaires appelée à approuver les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015:

- M. Manuel Mouget, né le 6 janvier 1977 à Messancy, Belgique, avec adresse professionnelle au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4. La personne suivante est nommée commissaire de la Société pour une durée qui prendra fin à la date de l'assemblée générale des actionnaires appelée à approuver les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015:

- YLP S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, un capital social de EUR 12.500,00 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189506;

5. L'adresse du siège social est fixée au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec Nous, notaire.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 24 juin 2015. Relation: EAC/2015/14280. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015124645/424.

(150119488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

CEP III First S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 179.211.

Il résulte des résolutions prises par l'associé de la Société en date du 30 juin 2015 que:

1. Erica K. Herberg a démissionné de sa fonction de membre du conseil de gérance de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2015:

2. William Cagney, avec adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulle, 4th floor, L-1653 Luxembourg, a été nommé en tant que nouveau membre du conseil de gérance de la Société pour une période illimitée, avec effet au 1^{er} juillet 2015:

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2015.

CEP III First S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015114115/17.

(150122723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Nature Art S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3258 Bettembourg, 104, rue Fernand.

R.C.S. Luxembourg B 198.230.

—
STATUTS

L'an deux mil quinze.

Le dix-sept juin;

Par-devant Maître Christine DOERNER, notaire de résidence à Bettembourg.

Ont comparu:

1) Monsieur Sven PEZZOTTA, salarié, né à Esch/Alzette le 28 février 1988 (No. Matricule 1988022803237), demeurant à L-3830 Schiffflange, 5, rue des Fleurs;

2) Monsieur Tom Kiran ZEIMET, indépendant, né à Bombay (Inde) le 07 janvier 1979 (No. Matricule 1979010715593), demeurant à L-3830 Schiffflange, 16, rue des Fleurs;

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de «Nature ART S.à r.l.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Bettembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 3. La société a pour objet:

- La promotion immobilière, l'exploitation d'une agence immobilière, l'acquisition et la vente d'immeubles bâtis ou non-bâtis et de tous autres droit immobiliers et la prise, respectivement la mise en location de biens meubles et immeubles;

- L'achat, la vente, la location, la gestion et la mise en valeur de tous biens immobiliers bâtis ou non-bâtis situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger;

- Service d'intermédiation entre les agents immobiliers et les acheteurs potentiels d'objets immobilier via un portail Internet;

- Service de conseil personnalisé dans le domaine du marketing immobilier;

ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La durée de la société est indéterminée.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2015.

Art. 6. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (Euro 12.500.-) représenté par CENT (100) parts sociales de CENT VINGT-CINQ EURO (Euro 125.-) chacune.

Ces parts ont été souscrites comme suit:

1) Monsieur Sven PEZZOTTA, prédit	40 parts
2) Monsieur Tom Kiran ZEIMET, prédit	60 parts
Total:	100 parts

Ces parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (Euro 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision des associés.

A moins que les associés n'en décident autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

Art. 10. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Le décès, l'interdiction ou la faillite de l'un des associés n'entraîneront pas la dissolution de la société. Les héritiers de l'associé prédécédé n'auront pas le droit de faire apposer des scellés sur les biens et valeurs de la société. Pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan social.

Art. 12. Chaque année, le 31 décembre, il sera dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5,00 %) pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales;
- le solde restera à la libre disposition des associés.

Art. 13. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés.

Art. 14. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Frais.

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à MILLE CINQ CENTS EURO (Euro 1.500.-).

Assemblée générale.

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est à L-3258 Bettembourg, 104, rue Fernand Mertens;
- Est nommé gérant technique Monsieur Tom Kiran ZEIMET, indépendant, né à Bombay (Inde) le 07 janvier 1979 (No. Matricule 1979010715593), demeurant à L-3830 Schifflange, 16, rue des Fleurs;
- Est nommé gérant administratif Monsieur Sven PEZZOTTA, salarié, né à Esch/Alzette le 28 février 1988 (No. Matricule 1988022803237), demeurant à L-3830 Schifflange, 5, rue des Fleurs;
- La société est valablement engagée en toutes circonstances sans limitation de sommes par la signature conjointe du gérant technique et de celle du gérant administratif

Avant la clôture du présent acte le notaire instrumentaire soussigné a attiré l'attention des constituants sur la nécessité d'obtenir une autorisation administrative pour exercer les activités décrites dans l'objet social.

DONT ACTE, fait et passé à Bettembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Pezzotta, Zeimet, C. Doerner.

Enregistré à Esch/Alzette A.C. le 25 juin 2015. Relation: EAC/2015/14318. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Bettembourg, le 02 juillet 2015.

Référence de publication: 2015112455/85.

(150120314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

European Commodity Clearing Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 42, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 134.195.

—

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015111316/9.

(150119654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Jokeras Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 135.745.

—

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 juillet 2015.

Référence de publication: 2015112304/10.

(150120159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.
